

N° 312 février 2021

brennpunkt

le magazine critique sur le développement

*drött
Welt*



Dossier

Le financement du développement à la croisée des chemins

The role of public development banks: Crossed interview with Counter Balance and European Investment Bank

Quelle est la particularité des manifestations de 2020 au Pérou?

L'agrobusiness et les incendies en période de crise



OPEN
AGAIN

**Nous sommes
de retour !**

**Le CITIM est prêt à vous
accueillir dans ses nouveaux
locaux à partir du 2 février 2021.**

**Heures d'ouverture:
ma-ve de 12h00 à 18h00**

**136-138, rue Adolphe Fischer
L-1521 Luxembourg**

edito

Où est la relance centrée sur les humains et écologiquement durable ?

Face à la superposition de crises marquées par la covid19, l'économie mondiale continue d'être fortement touchée. Les blocages et autres restrictions ont aggravé les moyens de subsistance des populations partout dans le monde.

Au niveau local, de nombreuses personnes se retrouvent sans filet de sécurité. À l'étranger, ceux qui sont déjà sans filet de sécurité sont confrontés à un mélange catastrophique insondable qui comprend la faim, la catastrophe environnementale, le chômage et la maladie.

Le dossier de ce numéro aborde la manière dont les différentes institutions publiques tentent de relancer l'économie en réponse à la pandémie (outre les crises climatique et sociale préexistantes). Des dynamiques similaires se répètent partout dans le monde:

1. On observe une tendance mondiale des institutions publiques qui s'associent aux entreprises pour fournir une « aide » à la relance économique.
2. Par conséquent, ces institutions publiques ne peuvent que privilégier la viabilité économique et financière des projets (et les bénéfices à court terme du secteur privé) par rapport à leur mandat réel qui est d'assurer la sécurité des secteurs de la société qui se retrouvent sans filet de sécurité.
3. Cette relance économique n'aborde pas les problèmes systématiques qui se cachent derrière les multiples crises. Au contraire, elle aggrave nos moyens de subsistance en exacerbant la crise climatique et la perte de biodiversité. D'où l'intensification de la propension aux pandémies et de l'instabilité sociale et politique généralisée.
4. Les institutions publiques semblent structurellement peu désireuses de faire preuve de la diligence requise pour faire face aux

violations des droits humains et à la destruction de l'environnement. En même temps, elles n'assument pas leurs responsabilités.

5. Les institutions publiques ont tendance à ne pas disposer de canaux démocratiques efficaces pour répondre aux préoccupations et aux demandes légitimes de la société civile.

Dans l'ensemble, la relance économique apparaît comme injuste, largement dirigée par les entreprises, laissant de nombreuses personnes derrière et incapable de s'attaquer à la destruction systématique de l'environnement et aux violations des droits humains.

Un appel qui se répète au niveau de la société civile, près et loin des lignes de front des crises qui se chevauchent, est le suivant : le système économique ne peut pas être sauvé à tout prix. La responsabilité en matière de droits humains et environnement n'est pas facultative. Notre existence est menacée par ce système d'exploitation implacable créé par l'Homme.

Le devoir de la société civile est d'exiger la transparence et la responsabilité de nos institutions publiques. La société civile n'est pas une menace pour les institutions publiques mais la base très légitime du processus démocratique. Sans responsabilité publique, il n'y a pas de démocratie, car c'est en écoutant toutes les voix que nous pouvons construire un avenir juste et durable.

Alors que ce dossier se concentre sur les réponses économiques aux crises qui se chevauchent, la lutte va au-delà de la déposssession économique des écosystèmes et des personnes. Il s'agit des idéaux de la démocratie et de la règle du peuple. Ce qui est en jeu, c'est la destruction des systèmes juridiques établis pour défendre les droits et la nécessité d'accorder ces droits à la nature. Mais cela fera l'objet d'un autre dossier...

Raquel Luna

brennpunkt *Sommaire*

Edité par

Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
RCS F6030
e-mail: brennpunkt@astm.lu
web: www.brennpunkt.lu

Photo Couverture: Concord

Comité de rédaction

Antoniya Argirova, Raquel Luna et Julie Smit

Ont participé à ce numéro

Action Ecologique, Danielle Bruck, Gustavo Hernandez, Dietmar Mirkes, Julie Smit, Xavier Sol, Antonio Tujan Jr, César Flores Unzaga, Raymond Weber

Layout

Antoniya Argirova

Impression

CA-Press Bascharage

Vous pouvez soutenir le magazine en faisant un don sur le compte CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC : CCPLULL) avec mention « Brennpunkt 2020 » en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Renseignements: Chantale Mugisha
Tél: 400 427-63
e-mail: chantale.mugisha@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois par an. Tirage: 900 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Dossier: Le financement du développement à la croisée des chemins

- 6** Les perspectives de l'aide publique au développement suite à la crise de la COVID-19
- 10** La Banque asiatique de développement devrait-elle revoir sa stratégie pour tenir compte des besoins critiques en matière de développement?
- 13** La réponse gouvernementale à la Covid-19 et les lacunes institutionnelles et sociales persistantes au Pérou
- 17** The role of public development banks: crossed interview with Counter Balance and European Investment Bank

Perspectives

- 23** François Gemenne : on a tous un ami noir
- 27** Farmers' protests in India: "The farmers at the gates of Delhi are the frontline troops of a larger struggle"
- 29** 17 Jahre bis zum Urteil – Chevron/Tecaco – Die unvollendete Geschichte eines Prozesses, Teil 2
- 32** Quelle est la particularité des manifestations de 2020 au Pérou?
- 35** L'agrobusiness et les incendies en période de crise

Dossier
Le finacement du
développement à la
croisée des chemins

6



Dossier

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Les perspectives de l'aide publique au développement suite à la crise de la COVID-19



Danielle Bruck

La pandémie de la COVID-19 a suscité une crise sanitaire et économique sans précédent dans notre histoire récente. Alors que nous entrons dans la dernière décennie d'action pour la réalisation de l'agenda de 2030 sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), le déficit de financement pour atteindre ces objectifs a augmenté de 70% suite aux effets de la crise. Pourtant, l'aide publique au développement (APD) pourrait constituer un flux anticyclique crucial face aux chocs économiques qu'ont subis les pays. Quelles sont les perspectives pour l'APD au-delà de 2020 et suite à la récession et de la contraction de l'activité économique que connaît désormais le monde ?

La pandémie de la COVID-19, au-delà de la crise sanitaire qu'elle présente pour nous tous, s'est également vite transformée en une crise humanitaire dans certaines régions du monde, avec des niveaux d'insécurité alimentaire qui atteignent des proportions historiques et l'extrême pauvreté qui augmente pour la première fois depuis 1998 selon les Nations Unies¹. Les impacts de la pandémie sur les

populations les plus pauvres du monde sont sans précédent dans l'histoire récente et cette crise n'a fait qu'exposer et exacerber les inégalités socio-économiques au sein des pays et entre eux. La pandémie de la COVID-19 menace ainsi d'effacer les progrès qui ont été réalisés en matière d'éradication de la pauvreté et du développement durable, et donc de creuser davantage encore le fossé entre les pays. Les effets de cette pandémie ont anéanti des années de progrès dans la lutte contre la pauvreté, de façon à ce qu'on estime qu'il faudra dix ans de croissance économique et ce seulement pour ramener les chiffres de l'extrême pauvreté au niveau auquel ils étaient avant la crise². Les estimations de l'augmentation de la pauvreté dans le monde varient de 71 à 100 millions de personnes supplémentaires selon Gerszon et al.³, à la prévision la plus extrême qui prévoit, selon Sumner et al., qu'un demi-milliard de personnes seront poussées dans l'extrême pauvreté⁴. Or, quel que soit le nombre exact, toute augmentation de la pauvreté indique que le monde est en train de régresser,

et selon l'ONU, si nous ne remédions pas à ces inégalités et si nous n'accélérons pas les progrès vers l'atteinte des ODD, cette « pandémie pourrait n'être qu'une simple allusion à des crises mondiales plus graves à venir »⁵. Pour faire face à ces crises, la prochaine décennie devra donc être une période de coopération et d'action internationale sans précédent.

En ce moment critique, un débat animé a lieu au sein de la communauté internationale sur les perspectives de l'APD au-delà de 2020. Comment les gouvernements soutiendront-ils les pays les plus pauvres qui comptent sur cette source de financement pour réduire la pauvreté et lutter contre les inégalités ? Les budgets de l'APD vont-ils augmenter, rester stables ou être réduits face à la récession globale à laquelle le monde est aujourd'hui confronté ?

L'importance de l'APD pour le financement du développement durable

Les recherches de l'OCDE ont montré que d'autres sources de financement du développement ont déjà été gravement touchées par cette crise, aggravant les déficits financiers préexistants et augmentant la dette publique dans les pays en développement⁶. Les observations indiquent des fuites massives de capitaux des économies en développement, le ralentissement de la mobilisation des ressources intérieures suite à la réduction de l'activité économique et la baisse des investissements privés en raison du degré élevé d'incertitude économique, de la contraction de la production économique et des contraintes de liquidité.

Même si aucune source de financement ne suffira à elle seule pour combler ce déficit, l'APD constitue un puissant outil anticyclique et reste une source vitale pour soutenir les pays et les secteurs laissés pour compte dans cette crise.



Branimir Balogovic, Unsplash

Le monde a connu de multiples crises économiques au fil des décennies passées, et tout au long de ces crises, l'APD s'est révélée être la source la plus stable de financement extérieur, en particulier par rapport aux flux privés, qui sont plus sensibles aux chocs économiques. Même si l'APD ne peut pas compenser la baisse d'autres flux, sa fiabilité est cruciale pour permettre une planification à long terme. La coopération internationale, et l'APD en particulier, peuvent en effet constituer un flux anticyclique capital en temps de crise, jouant un rôle de catalyseur, qui ouvre la voie à d'autres investissements extérieurs ou intérieurs⁷. L'APD a ainsi le potentiel d'être une force de transformation pour soutenir et guider une reprise durable⁸.

Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE reconnaissent officiellement l'APD comme «un moyen important pour soutenir les réponses nationales» à la pandémie et ont promis de «protéger les budgets de l'APD» pendant la crise⁹. De nombreux groupements internationaux ont d'ailleurs lancé des appels d'action visant à garantir que les pays en développement ne soient pas oubliés dans la reprise, jugeant que la hausse des

volumes d'APD dans le contexte de cette crise mondiale est plus importante que jamais¹⁰¹¹. Or, compte tenu de la pression budgétaire que connaissent tous les pays, le niveau global de l'APD risque de diminuer jusqu'à 8% selon les premières estimations des Nations Unies¹². L'OCDE estime notamment que si les membres du CAD maintenaient les mêmes ratios APD comparé à leur revenu national brut (RNB) qu'en 2019, l'APD totale pourrait diminuer de 11 à 14 milliards de dollars¹³.

La réponse de l'UE suite à la crise

Pour tenter d'apporter une réponse européenne coordonnée aux pays partenaires confrontés aux conséquences de la pandémie de la COVID-19, l'UE a fait appel aux contributions de toutes ses institutions et a combiné les ressources mobilisées par les États membres et les institutions financières¹⁴. Or, les ressources allouées à la réponse globale de l'UE ont été en grande partie réorientées à partir de postes déjà budgétisés. Seuls les grands donateurs tels que la France,

l'Allemagne et le Royaume-Uni ont alloué un montant considérable de ressources supplémentaires pour répondre à la pandémie¹⁵.

Alors que nous entrons dans la décennie d'action pour la réalisation de l'agenda de 2030 pour le développement durable, l'UE devrait faire davantage pour que personne ne soit laissé pour compte. Il n'en demeure pas moins que, les négociations du cadre financier pluriannuel pour 2021-2027 de l'UE laissent prévoir une baisse des ressources financières consacrées à la réalisation des objectifs de développement durable. Si cette évolution est inquiétante, elle n'est pas nouvelle pour autant ; l'APD de l'UE avait en effet déjà commencé à diminuer avant l'apparition de la crise et connaît une évolution négative depuis 2016. « Non seulement l'aide, en proportion du RNB, est en baisse, mais l'aide réelle - c'est-à-dire la suppression des divers éléments qui n'atteignent pas réellement un pays en développement - ne représente que 0,4 % du RNB (...) si cette évolution continue, l'objectif de 0,7 % d'APD par rapport au RNB ne sera pas atteint avant 2070 ! »¹⁶ s'inquiète CONCORD. L'APD n'est pas uniquement

confrontée à un défi quantitatif en termes de volumes, mais également à un défi qualitatif en termes d'efficacité. «La manière dont l'APD est utilisée est cruciale pour garantir un développement durable efficace et pour que personne ne soit laissé pour compte»¹⁷ (CONCORD, 2020).

Dans sa réponse à la crise, la Commission européenne préconise de plus en plus le recours aux instruments du secteur privé pour faire face aux conséquences sociales et économiques de la crise. CONCORD craint que l'utilisation de financements privés dans le cadre de la réponse de l'UE ne permette pas de s'attaquer aux causes profondes de la crise et à ses conséquences, mais qu'au contraire, ces financements pourraient d'avantage alimenter la crise de la dette à laquelle plusieurs pays partenaires sont d'ores et déjà confrontés. Eurodad aussi a critiqué cette tendance, remettant en question le rôle des institutions de financement du développement en tant qu'acteurs du développement, leur reprochant un manque d'impact sur le développement, un manque d'alignement sur les principes d'efficacité, un manque de redevabilité et de transparence et une contribution à des pratiques fiscales injustes. Ces institutions et leurs modèles de fonctionnement ne sont pas suffisamment équipés pour soutenir les acteurs économiques locaux qui sont les plus touchés par la pandémie et qui sont essentiels à une reprise centrée sur les personnes¹⁸. CONCORD constate en outre que la réponse de l'UE et de ses membres a donné la priorité aux canaux multilatéraux, en particulier le « Team Europe », la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, ou encore GAVI – the Vaccine alliance (lancée par la Fondation de Bill et Melinda Gates) et différents secteurs pharmaceutiques nationaux. Ceci en conséquence a eu un impact négatif sur la participation des organisations de la société civile aux réponses à donner à la crise, malgré que ce sont justement celles-ci qui sont particulièrement bien placées pour compléter les actions des gouvernements et pour travailler dans l'intérêt du bien-être des communautés locales et des personnes marginalisées, étant donné

leur expertise dans les secteurs clés et leur connaissance approfondie des réalités et des dynamiques locales. L'utilisation de systèmes nationaux résilients capables de soutenir les acteurs du développement national et local dans les pays partenaires est primordiale pour faire face aux défis liés à la crise, car lorsque l'aide est effectivement dépensée, renforçant les systèmes des pays partenaires et la mobilisation des ressources intérieures, le potentiel de l'APD est d'autant multiplié.

CONCORD met en garde en outre que l'incohérence des politiques peut sérieusement affaiblir l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon de 2030¹⁹. Toutefois, l'UE n'est pas toujours cohérente dans sa politique, et des changements politiques urgents sont nécessaires pour prévenir les retombées négatives des politiques non liées au développement dans les pays partenaires, notamment dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ou encore de la justice fiscale. Les mécanismes visant à assurer la cohérence des politiques en faveur du développement durable doivent en conséquence être utilisés de manière plus systématique et plus efficace par toutes les institutions européennes et les États membres.

Le cas du Luxembourg

Alors que le niveau des dons privés reçus au niveau des ONG a baissé de 25% au Luxembourg suite à la crise déclenchée par la COVID-19²⁰, le Ministre de la Coopération au développement Franz Fayot s'inquiète que le message de la solidarité internationale ne passe plus dans la société luxembourgeoise et a lancé un appel aux citoyens de soutenir d'avantage les ONG. Malgré l'incertitude économique causée par la crise, le gouvernement luxembourgeois a également réitéré sa détermination à maintenir son engagement d'engager 1% de son RNB dans l'APD. Selon le ministre de la coopération au développement et affaires humanitaires, M. Fayot, « la politique de coopération

Eurodad a remis en question le rôle des institutions de financement du développement en tant qu'acteurs du développement, leur reprochant un manque d'impact sur le développement, un manque d'alignement sur les principes d'efficacité, un manque de redevabilité et de transparence et une contribution à des pratiques fiscales injustes. Ces institutions et leurs modèles de fonctionnement ne sont pas suffisamment équipés pour soutenir les acteurs économiques locaux qui sont les plus touchés par la pandémie et qui sont essentiels à une reprise centrée sur les personnes.

au développement n'a pas été remise en cause par la crise actuelle (...) Le 1% du revenu national brut, qui est une référence à laquelle nous sommes attachés, sera maintenu ». La contraction de l'activité économique et la forte diminution des recettes fiscales en 2020 et probablement en 2021 auront toutefois une incidence négative sur le RNB et donc

en conséquence aussi sur le montant total de l'APD. En effet, les dotations des budgets des prochaines années laissent entrevoir une baisse importante de l'APD en chiffres absolus d'après Richard Graf, journaliste du Woxx ; la dotation du budget de l'APD diminuant ainsi de 233 millions à 226 millions entre 2020 et 2021²¹. Comparant les estimations pluriannuelles publiées avant la crise à celles publiées en 2020 et se référant à l'APD totale pour 2021, la baisse se situerait autour de 10 % des budgets initialement prévus, et les montants estimés n'atteindraient le niveau d'avant la crise qu'en 2024²².

C'est maintenant qu'il faut agir !

Pour que les pays, qui connaissent de graves difficultés financières, disposent de suffisamment de ressources pour couvrir au moins la moitié des coûts de tous les secteurs sociaux, il faudrait des flux d'aide à hauteur de 77 milliards de dollars par an²³. Or les analyses de l'OCDE suggèrent que le déficit de financement pour atteindre les ODD a augmenté de 70% suite à la crise. Le moment est donc venu pour l'UE et ses Etats membres d'honorer leurs engagements pour soutenir leurs pays partenaires dans leur réponse à la crise et en vue de l'atteinte des ODD à l'horizon de 2030.

La Commission européenne et les pays européens devraient augmenter massivement l'APD et aller au-delà des efforts pour tout simplement protéger les budgets de l'APD d'avant la crise, tout en veillant à sauvegarder l'intégrité de l'APD en excluant tout financement qui n'a pas pour objectif principal un développement socio-économique durable. Pour y parvenir, il ne suffit pas seulement d'augmenter la quantité de l'APD mais aussi la qualité des actions, notamment à travers une plus grande cohérence des politiques au niveau de l'UE et en veillant à ce que le soutien aux instruments du secteur privé ne se fasse pas au détriment des principes d'efficacité du développement et ne

soient utilisés que là où il existe des preuves tangibles de sa valeur ajoutée.

Les niveaux de l'APD et la façon dont elle sera investie dépendront entièrement de la volonté politique des dirigeants. Or, ce sera le soutien et la mobilisation du public, ainsi que notre intérêt partagé pour l'atteinte des objectifs de développement durable, qui pourront influencer la communauté internationale à honorer ses engagements envers ses pays partenaires et à entamer un processus de changement systémique répondant aux trois défis cruciaux de notre époque, tel le changement climatique, les inégalités généralisées et l'érosion des droits humains pour ainsi façonner un avenir plus durable et plus équitable pour tous.

Sources:

- 1 UN (2020), Financing for Development in the Era of COVID-19 and Beyond
- 2 Marcus Manuel, Liam Carson, Emma Samman et Martin Evans (2020), Financing the reduction of extreme poverty post-Covid-19, ODI Briefing note
- 3 Gerszon, D. et al. (2020), Updated Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty, World Bank Blogs, World Bank, <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty>.
- 4 Sumner, A., C. Hoy and E. and Ortiz-Juarez (2020), "Estimates of the impact of COVID-19 on global poverty", WIDER Working Paper 43/2020, United Nations University, UNU-WIDER, <https://www.wider.unu.edu/publication/estimates-impact-covid-19-global-poverty>.
- 5 UN (2020), Financing for Development in the Era of COVID-19 and Beyond
- 6 OECD (forthcoming), The Impact of the Coronavirus (COVID-19) Crisis on Development Finance, OECD, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/en>.
- 7 Piemonte, C. et al. (2019), Transition finance: Introducing a new concept, OECD Development Cooperation Working Papers, No. 54, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/2dad64fb-en>.
- 8 OECD (2019), Development Co-operation Report 2019: A Fairer, Greener, Safer Tomorrow, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9a58c83f-en>.
- 9 OECD (2020), Joint Statement by the OECD Development Assistance Committee on the COVID-19 Crisis, OECD, Paris, <http://www.oecd.org/development/joint-statement-by-theoecd-development-assistance-committee-on-the-covid-19-crisis.htm>.
- 10 G77 (2020), Statement by the Group of 77 and China on the COVID-19 Pandemic, UN General Assembly, <https://www.g77.org/statement/getstatement.php?id=200403>.
- 11 DAC CSO Reference Group (2020), COVID-19 Calls for Effective Aid and Development Cooperation More Than Ever, https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2020/04/Joint-Statement-on-Covid-19_with-additional-signatories-13Apr2020.pdf.
- 12 ibidem

13 OECD (2020), Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). The impact of the coronavirus (COVID-19) crisis on development finance

14 Commission européenne (2020), Communication Conjointe Au Parlement Européen, Au Conseil, Au Comité Économique Et Social Européen Et Au Comité Des Régions. Communication sur la réaction de l'UE au niveau mondial face à la pandémie de COVID-19

15 CONCORD (2020), AidWatch 2020: Knock-on effects, an urgent call to Leave No One Behind

16 ibidem

17 ibidem

18 Van de Poel Jan (2020), Development Finance Institutions and Covid-19: Time to reset, https://www.eurodad.org/development_finance_institutions_and_covid_19_time_to_reset

19 ibidem

20 RTL, Den Impakt vun der Corona-Kris op Hëlleforganisatiounen, Journal du 22 Novembre 2020:

21 Richard Graf (2020), Aide publique au développement : Baisse absolue, <https://www.woxx.lu/aide-publique-au-developpement-baisse-absolue/>

22 ibidem

23 Marcus Manuel, Liam Carson, Emma Samman et Martin Evans (2020), Financing the reduction of extreme poverty post-Covid-19, ODI Briefing note

La Banque asiatique de développement devrait-elle revoir sa stratégie pour tenir compte des besoins critiques en matière de développement?



Antonio Tujan Jr, IBON Philippines

La pandémie de COVID-19 est devenue un moment décisif pour le millénaire. Elle s'ajoute aux crises existentielles auxquelles le monde est confronté, ainsi qu'aux menaces que le changement climatique et un conflit nucléaire font peser sur la société humaine et la nature. Alors que la pandémie COVID19 fait rage dans le monde entier, les gouvernements des pays en développement se bousculent pour obtenir des prêts destinés à financer des programmes sanitaires et économiques pour les pauvres, notamment auprès de la Banque asiatique de développement (BAD).

Le défi du développement pour la BAD

La BAD a été créée en 1966 par 31 pays en tant que banque multilatérale de développement pour l'Asie et le Pacifique afin d'aider au redressement après la Seconde Guerre mondiale et de favoriser la croissance économique et la coopération dans la région. Basée à Manille, elle est principalement contrôlée par les États-Unis et le Japon. La Banque est aujourd'hui composée de 68 pays membres, dont 49 sont de la région et 40 sont des pays en développement.

En tant que principal fournisseur d'aide au développement dans la région Asie-

Pacifique, la BAD est dans une position unique pour influencer les pratiques de développement des pays de la région et elle est fière d'être considérée comme une institution qui «continue d'avoir un impact positif sur la vie des pauvres dans la région Asie-Pacifique, car elle aide les pays à atteindre leurs objectifs de développement». Cependant, elle a été régulièrement critiquée par les organisations de la société civile pour ses politiques favorables aux grandes entreprises, la promotion de la privatisation des services sociaux, la déréglementation des secteurs économiques et le financement de projets non durables sur le plan social et environnemental.



Manifestation à l'occasion de l'AG d'Asian Infrastruct

Depuis sa création en 1966, le capital de la BAD est passé de 4,6 milliards de dollars à 147 milliards de dollars en 2015 et son portefeuille global est passé de 77 milliards de dollars en 2016 à 102,6 milliards de dollars en 2019. Il comprend des subventions et des prêts du secteur public s'élevant à 88,8 milliards de dollars et des portefeuilles du secteur privé de 13,9 milliards de dollars couvrant environ 992 projets. Toutefois, en 2019, seuls 7 %, soit 7,4 milliards de dollars, ont été alloués à des subventions¹.

Cela se reflète dans l'aide directe croissante fournie aux entreprises, que ce soit par le biais de portefeuilles du secteur privé ou pour des garanties bénéficiant à des sociétés impliquées dans des projets d'infrastructure et autres sous la forme de partenariats public-privé. Selon son rapport 2019, cette aide s'est élevée à environ 14 milliards de dollars, soit 13,5 % du total des portefeuilles de la BAD, couvrant environ un quart de tous les projets. La forte proportion de prêts dans la composition du portefeuille de la BAD est une indication de la politique de l'organe directeur de la Banque qui consiste à se concentrer sur les projets d'infrastructure plutôt que de répondre aux demandes de la société civile pour



Structure Investment Bank au Luxembourg, Photo: Etika

La réponse COVID-19 de la Banque asiatique de développement peut se résumer à la fourniture d'un financement du développement visant à fournir les biens publics mondiaux dont les entreprises tirent le plus de profits.

une approche de développement plus favorable aux populations.

Des organisations de la société civile critiquent cette politique en soulignant que compte tenu de la crise de la dette à laquelle sont confrontés de nombreux pays du Sud, l'accent devrait être mis sur les subventions et non sur la création de nouvelles dettes qui seront finalement supportées par les populations. Dans ce contexte, des organisations telles que People Over Profit² ont organisé un rassemblement en ligne lors de l'Assemblée annuelle des gouverneurs de la Banque en novembre 2020 pour demander un cadre de financement de la BAD favorable aux populations qui se concentrerait davantage sur les subventions pour des projets dans des secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'éducation plutôt que sur des projets d'infrastructure.

Dans plusieurs cas, le déséquilibre en faveur des projets d'infrastructure dans l'aide au financement du développement de la BAD a eu des conséquences négatives pour les communautés et l'environnement. Par exemple, en Inde, le plus grand bénéficiaire du financement de la BAD, la majorité des

projets soutenus sont dans le domaine du transport, de l'énergie, de l'eau et du développement urbain. L'ONG Housing and Land Rights Network de New Delhi a signalé que des projets d'infrastructure tels que le projet phare du gouvernement indien, la Smart Cities Mission, pour lequel la BAD apporte son soutien, ont conduit à l'expulsion forcée de centaines de milliers de personnes de leurs foyers³.

La réponse de la BAD à la pandémie de COVID-19

En avril 2020, le président de la BAD, Masatsugu Asakawa, a annoncé un programme de réponse de 20 milliards de dollars «pour aider nos pays membres en développement à contrer les graves conséquences de la pandémie de COVID-19» et a introduit un nouveau mécanisme d'accès aux vaccins pour l'Asie-Pacifique (APVAX) de 9 milliards de dollars, dans le cadre duquel les pays membres peuvent emprunter entre 400 et 500 millions de dollars pour l'achat de vaccins COVID-19.

L'objectif déclaré de la BAD est de «financer un ensemble d'actions agressives visant à donner aux gouvernements et aux entreprises d'Asie et du Pacifique les moyens de faire face aux graves conséquences sanitaires et macroéconomiques, de répondre aux besoins urgents des pauvres, des malades et des personnes vulnérables et de tracer la voie d'une forte reprise». Bien que la réponse de la BAD soit louable, il faut répondre à un certain nombre de questions. Tout d'abord, le mécanisme de financement du développement n'est essentiellement qu'un sursis, puisqu'elle est, en général, accordée sous forme de prêt plutôt que de subvention en tant qu'aide humanitaire aux personnes touchées par une catastrophe mondiale. Deuxièmement, elle est loin d'être suffisante pour couvrir le financement du développement nécessaire pour compenser les impacts sanitaires et économiques de la pandémie dans les pays membres en développement et les emplois perdus à la suite des mesures de confinement forcé et autres mesures de gestion de la pandémie prises par les gouvernements. En fait, le financement lié à la COVID-19 ne représente même pas un quart du portefeuille de la BAD. Troisièmement, il n'aborde pas les problèmes systémiques à l'origine de la pandémie et la nécessité de renforcer les systèmes de santé et autres services sociaux qui ont été gravement affaiblis en raison des politiques économiques néolibérales dominantes qu'il suit.

Au lieu de rééquilibrer les priorités de développement et de se concentrer sur les services sociaux, les infrastructures restent la priorité, et les politiques néolibérales l'emportent. La réponse COVID-19 de la BAD peut se résumer à la fourniture d'un financement du développement visant à fournir les biens publics mondiaux dont les entreprises tirent le plus de profits.

L'exemple des Philippines

Les Philippines ont subi le deuxième plus grand nombre de cas dans la sous-région et ont été soumises à un verrouillage prolongé et sévère, ce qui a entraîné une grave récession et mis à rude épreuve l'économie, les services gouvernementaux et, en fin de compte, la population. Dans un pays en développement tel que les Philippines, où la majorité de la population est sous-employée ou au chômage, les pauvres vivent au jour le jour sans système de prestations sociales sur lequel ils peuvent compter, et un confinement prolongé et dur est un désastre pour la majorité de la population. La faim est devenue un problème social déterminant, les cuisines communautaires et les sacs de nourriture de l'aide sociale étant la seule bouée de sauvetage pour les personnes démunies.

En réponse, la BAD a accordé un montant record de 4,2 milliards de dollars pour 11 projets de prêts aux Philippines en 2020, dont la majeure partie était censée être destinée à une réponse immédiate à la crise du Covid-19⁴. Le gouvernement Duterte a promulgué une loi «Heal as-One» pour répondre à la Covid-19 qui comprenait un programme de soutien fournissant des subventions de 100 à 150 millions de dollars US à 18 millions de familles urbaines pauvres pour une période de 2 mois. Le programme a été financé par un prêt de 100 millions de dollars de la Banque mondiale en mai 2020 et par un prêt de 200 millions de dollars de la BAD. Cependant, au final, le programme n'a soutenu que 3,5 millions de ménages pendant deux mois, en raison de la bureaucratie, du manque de coordination gouvernementale et de la corruption.

Pour 2021, la BAD prévoit de prêter aux Philippines un total de 3,57 milliards de dollars dans le cadre de sept programmes et projets destinés à soutenir le développement des infrastructures, les soins de santé et la relance de l'emploi. Des pourparlers sont également en cours entre le gouvernement des Philippines et

la BAD sur l'accès à Asia-Pacific Vaccine Access Facility (APVAX)⁵.

Au fur et à mesure que le virus avançait, le gouvernement a développé un programme successeur qu'il a cherché à financer en intégrant les mesures d'intervention liées à la Covid-19 dans les programmes existants. Toutefois, cela a eu pour conséquence de renforcer encore des programmes gouvernementaux qui étaient déjà préjudiciables à la population.

Par exemple, un prêt de la BAD de 400 millions de dollars a été approuvé en 2020 pour soutenir les réformes gouvernementales visant à «améliorer la productivité du secteur agricole». Ces réformes comprennent la loi sur la tarification du riz, qui a été adoptée en 2019 malgré des années de protestations de la part des agriculteurs, notamment de l'organisation partenaire de l'ASTM, le mouvement national des agriculteurs KMP. Cette loi a encore affaibli les soutiens du marché pour les agriculteurs, a supprimé le contrôle des stocks par le gouvernement et a déréglementé l'importation de riz, faisant baisser le prix des céréales cultivées localement, alors qu'il n'existe aucune subvention à la production pour couvrir les pertes des agriculteurs, qui sont estimées à environ 1,4 milliard de dollars en février 2020⁶.

Selon Rafael Mariano, ancien président du KMP, les pauvres sans terre et les petits agriculteurs et travailleurs agricoles ne disposent pas de fonds suffisants pour les intrants de production et ne peuvent pas dicter les prix. Leurs moyens de subsistance précaires s'effondrent sous les réformes néolibérales qui font entrer des produits importés à bas prix comme le riz.

De même, on observe une tendance à la baisse des prêts et des subventions de la BAD pour l'agriculture. Pour la période 2016-2030, ils sont principalement orientés vers les infrastructures d'électricité, d'eau et d'assainissement. Par exemple, le projet de transmission d'eau d'Angat à Bulacan, financé par la BAD, améliorera la capacité du barrage mais dans le but de fournir une meilleure

distribution d'eau aux ménages et non pour l'irrigation des terres cultivées.

La pandémie COVID-19 devrait redéfinir les priorités pour la société humaine et le financement du développement

Alors que les 68 pays membres de la BAD sont confrontés à la pandémie du virus Corona, sa stratégie de développement doit être revue en profondeur. Si l'Agenda 2030 continue de fournir un cadre pour une approche équilibrée, globale et transformatrice du développement durable, la pandémie a clairement montré que la soi-disant «nouvelle normalité» ne doit pas se résumer à l'ancienne avec quelques adaptations mineures. Nous devons transformer le concept de développement ainsi que les impératifs et le rôle du financement du développement afin de faire face aux menaces existentielles que représentent les vecteurs biologiques, le changement climatique et les armes de destruction massive fabriquées par l'Homme pour la santé humaine, l'alimentation, etc.

Si le développement concerne les humains, il doit être en équilibre avec l'environnement. Si le point de départ est de pourvoir aux besoins matériels de la population, le développement devrait commencer par les droits des personnes afin de parvenir à un cadre de développement équilibré et complet où les droits économiques ne sont pas déterminés par les entreprises.

Mais la vision du développement de la BAD est de réaliser des projets de développement d'infrastructures, dictés par les programmes économiques du gouvernement, plutôt que de garantir les droits et le bien-être des populations. Comme de nombreux projets d'infrastructure sont fondés sur des PPP, ils comprennent un ensemble de réformes néolibérales visant à

La réponse gouvernementale à la Covid-19 et les lacunes institutionnelles et sociales persistantes au Pérou



César Flores Unzaga - CooperAcción, Pérou

Le Pérou est l'un des pays qui a été à la tête de la croissance économique en Amérique latine au cours des deux dernières décennies. Toutefois, le soi-disant «miracle péruvien» ne s'est pas traduit par une répartition équitable des richesses ou par des réformes qui renforcent ses institutions de manière à ce qu'elles puissent fournir des services adéquats à la population. Ces deux défis font partie de la dette historique de l'État péruvien et ils ont été laissés à découvert par la Covid19.

assurer un retour sur investissement aux entreprises partenaires, ainsi que des garanties contre les risques et d'autres mécanismes de soutien financier. Ces réformes entraînent des licenciements pour les travailleurs et des frais d'utilisation plus élevés pour les consommateurs.

La planification économique doit être fondée sur la consultation et le consensus social, en tenant compte de la nécessité et de la faisabilité des projets d'infrastructure, ainsi que de leur impact sur les communautés touchées et leur environnement. Le financement de la BAD fournit aux pays des biens publics, que ce soit en termes de services sociaux ou d'infrastructures, ou, dans l'urgence actuelle, des vaccins et des équipements et fournitures hospitaliers nécessaires à la pandémie. Mais les ressources, les moyens de fourniture, la définition des priorités et l'affectation des fonds nécessitent un redémarrage de l'architecture du développement, un redémarrage du développement.

La version originale en anglais est disponible sur notre site www.brennpunkt.lu

Sources:

1 Rapport annuel de performance du portefeuille de la BAD pour 2019

2 People Over Profit a été créé à Manille en 2017 en tant que réseau mondial d'organisations de base et d'instituts pour faire campagne sur des questions telles que le développement des populations, le financement du développement et les entreprises transnationales.

3 La mission des villes intelligentes en Inde : Des villes intelligentes pour qui ? Des villes pour qui ? HLRN Inde, juin 2017

4 <https://business.inquirer.net/303367/adb-extending-record-high-4-2b-in-loans-to-ph-to-help-fight-pandemic>

5 Il fournira un financement aux pays en développement, membres de la banque, pour leur permettre de se procurer et de fournir aux populations des vaccins contre la COVID-19

6 Simeon, L. (2020, 22 février). Les agriculteurs perdent 68 milliards de pesos en raison de la loi sur la tarification du riz. Consulté sur le site de Philstar Global : <https://www.philstar.com/business/2020/02/22/1995025/farmers-lose-p68-billion-rice-tariffication-law>

Le début de la pandémie Covid-19 et son arrivée au Pérou ont montré les énormes faiblesses des institutions péruviennes, reflétées notamment dans la précarité de son système de santé. Cela a conduit le pays, en août 2020, à l'un des pires ratios mondiaux de décès pour 100 000 habitants. D'autres

types de faiblesses institutionnelles ont également été révélées et ont empêché une réponse adéquate à la pandémie, comme par exemple le degré élevé du travail informel, qui atteint 70% ; la faiblesse de l'infrastructure de communication, qui a mis en évidence les énormes écarts numériques ; la



Des personnes attendent pour recevoir les bons de l'Etat péruvien «Je reste à la maison».

précarité des logements et le niveau élevé de surpeuplement, qui ont empêché l'isolement social pour couper les contagions ; le système de transport public déficient, entre autres.

Une collecte d'impôts insuffisante

L'une des causes principales à l'origine de ces lacunes dans le pays est la faiblesse historique du recouvrement de l'impôt, qui n'a pas permis les réformes structurelles nécessaires. Au cours des cinquante dernières années, la pression fiscale - qui mesure la collecte d'impôts en pourcentage du PIB national - a oscillé autour de 14% alors que la moyenne en Amérique latine est de 21% et dans les pays de l'OCDE de 35%. Il en résulte que le Pérou dispose d'un appareil étatique relativement faible par rapport à la taille et aux besoins du pays. D'autre part, depuis 2000, le gouvernement péruvien s'est vanté d'une discipline fiscale stricte qu'il a appliquée tout au long de ces années, ce qui lui a permis non seulement d'avoir l'une des dettes publiques les plus faibles de la région, mais aussi de générer des économies, qu'il a utilisées dans le contexte de la pandémie.

Face à ce paradoxe, on se demande s'il n'aurait pas été plus cohérent d'investir ces économies au préalable, plutôt que de faire face à la pandémie avec ces énormes lacunes institutionnelles, de services et d'infrastructures publiques. De même, la nécessité d'engager une véritable réforme fiscale qui puisse donner à l'État péruvien une viabilité et les moyens pour répondre à ses obligations sociales devient de plus en plus évidente.



Le Plan économique du Pérou pour faire face à la Covid 19

Le plan du gouvernement pour affronter l'épidémie: une réponse bien ciblée ?

Au début de la pandémie Covid-19, le gouvernement péruvien est apparu sur la scène internationale avec un des plans les plus ambitieux pour minimiser ses impacts sociaux et économiques. La stratégie utilisée s'est concentrée sur trois volets :

i) Attention immédiate à l'urgence : qui visait à renforcer les systèmes de santé, à mener des actions de nettoyage, à garantir l'ordre public et à fournir une aide humanitaire.

ii) Soutien économique aux familles vulnérables : à travers l'octroi de subventions aux ménages, à des allègements fiscaux et des liquidités destinés aux travailleurs (provenant, en partie, de leurs cotisations sociales).

iii) Soutien aux entreprises et à l'économie : dans lequel se trouve le programme d'aides aux entreprises «Réactiver le Pérou», les mesures de dépenses publiques pour l'entretien des infrastructures et de l'investissement, ainsi que des programmes de soutien

ciblés pour les petites et les moyennes entreprises et pour certains secteurs spécifiques, la subvention à la masse salariale à faible revenu, entre autres.

Cet ensemble de mesures avait deux orientations : contenir les effets de la Covid-19, et relancer l'économie. L'ensemble du plan avait un budget équivalent à 20 % du PIB. L'un des premiers débats qui a commencé à apparaître dans la sphère publique, au moment de l'élaboration du plan, a été de savoir s'il y avait une répartition équilibrée dans ces politiques publiques, qui d'une part cherchaient à s'occuper des familles vulnérables et de l'urgence sanitaire elle-même, et d'autre part visaient à répondre aux besoins des entreprises et de l'économie en général. En termes budgétaires, le gouvernement montrait un penchant pour le deuxième groupe.

Reprise progressive des activités économiques : lesquelles sont essentielles ?

En raison de l'arrivée de la Covid-19, le gouvernement péruvien a décrété le 15 mars 2020 une quarantaine nationale qui

Un autre débat lors de la première phase de la quarantaine nationale a tourné autour de ce qui pourrait être considéré comme une activité économique essentielle. Par exemple, le secteur minier a continué à fonctionner partiellement dès le début de la quarantaine et cela malgré le fait de présenter protocoles sanitaires déficients, ce qui a conduit à l'infection d'un grand nombre de travailleurs par la Covid-19.

impliquait l'isolement social obligatoire de toute la population, et en même temps, le maintien des activités dites essentielles.

La quarantaine nationale a duré jusqu'en juin 2020 et s'est poursuivie jusqu'au début du mois d'octobre avec des confinements ciblés. Depuis, certaines mesures spécifiques ont été maintenues telles que le port obligatoire d'un masque, des couvre-feux la nuit avec des horaires différents selon les territoires, et des restrictions de mobilité le dimanche.

Sur le plan économique, un plan de reprise des activités productives a été conçu en quatre phases en fonction de l'évolution de la Covid-19. Pour chaque phase de reprise économique, des protocoles sanitaires ont été élaborés en coordination avec les autorités compétentes, de manière à minimiser les

risques de contagion. Or, les protocoles sanitaires ont été remis en question par plusieurs associations d'entreprises parce qu'ils étaient jugés trop stricts et plus adaptés au « premier monde » ; finalement, le gouvernement a cédé et ces mesures ont été assouplies tout au long de l'année. Un autre débat lors de la première phase de la quarantaine nationale a tourné autour de ce qui pourrait être considéré comme une activité économique essentielle. Par exemple, le secteur minier a continué à fonctionner partiellement dès le début de la quarantaine et cela malgré le fait de présenter protocoles sanitaires déficients, ce qui a conduit à l'infection d'un grand nombre de travailleurs par la Covid-19. En août 2020, le Ministère de l'énergie et des mines a signalé que 5 138 travailleurs du secteur avaient été infectés.

La reprise des activités économiques a commencé en mai avec la phase 1, qui a porté le niveau de fonctionnement de l'économie à 73 % selon les estimations du gouvernement et a permis le fonctionnement de secteurs tels que l'exploitation minière et l'industrie, la construction, les services et le commerce électronique. En juin, la phase 2 a été approuvée, permettant ainsi la reprise à six secteurs productifs supplémentaires, y compris le redémarrage partiel des centres commerciaux (avec une capacité allant jusqu'à 50 %). La phase 3 a commencé en juillet, avec la réouverture du transport aérien, maritime et interprovincial de passagers et d'autres services. En octobre, c'est la phase 4 qui a démarré, bien qu'elle l'ait fait partiellement, puisque les activités de loisirs telles que les cinémas, théâtres et autres n'ont été autorisées qu'en décembre avec une capacité réduite.

Pour la fin 2020, le Ministère de l'économie et des finances avait annoncé une chute de 12% de l'économie péruvienne, l'un des plus grands reculs en Amérique latine, bien qu'en 2021, un rebond d'environ 11% ait été estimé. Cependant, cette reprise est remise en question face à l'annonce récente du Ministère de la santé d'une deuxième vague de la Covid-19 au début de cette année. Si la situation sanitaire

s'aggrave, elle pourrait conduire à de nouvelles mesures d'isolement social strict et à la paralysie de plusieurs secteurs économiques.

Un plan de relance économique orienté vers les grandes entreprises

Comparativement, le gouvernement a privilégié en termes budgétaires les intérêts des entreprises et de l'économie. Dans le cadre du plan national de gestion de la Covid-19, le principal programme créé par le gouvernement a été « Réactiver le Pérou ». Ce programme a été créé pour que la chaîne de paiement dans l'économie ne soit pas interrompue et pour garantir la disponibilité de prêts à faible taux d'intérêt. En effet, les entreprises sont confrontées à des paiements et des obligations à court terme envers leurs travailleurs et leurs fournisseurs, et le programme a cherché leur fournir des liquidités afin que ces paiements ne soient pas interrompus. Le mécanisme prévoyait aussi l'octroi de garanties par l'État entre 80 % et 98 % de la valeur du crédit, permettant ainsi une baisse significative des taux d'intérêt. Les garanties de ces crédits accordées par l'État ont atteint 60 milliards soles. (environ 17 milliards USD), un montant équivalent à 8,7 % du PIB national.

Comme mentionné, une discussion importante a porté sur la place accordée aux entreprises par rapport au soutien des familles vulnérables elles-mêmes. Jusqu'à fin août, un fonds total de 13,1 milliards soles (environ 3,7 milliards USD), équivalent à 1,9 % du PIB national, avait été mis de côté pour les subventions monétaires aux familles vulnérables en 2020. Ainsi, le fonds pour les familles précarisées était 4,5 fois inférieur à celui offert pour « Réactiver le Pérou ».

La distribution interne des budgets du programme « Réactiver le Pérou » a elle aussi fait l'objet des critiques. Si

l'on analyse la taille des entreprises, ce sont les grandes entreprises qui ont pu accéder plus facilement aux fonds, avec un plafond de 10 millions de soles par crédit (environ 2,6M USD). En fait, jusqu'en août, la catégorie des grandes entreprises – telle que définie par le gouvernement - atteignait 66,7 % du total des fonds accordés. En décembre 2020, après l'épuisement quasi-total des fonds de « Réactiver le Pérou », on constate que 49% avaient été accordés aux grandes entreprises, 4,9% aux moyennes entreprises, 31,9% aux petites entreprises et 14,2% aux micro-entreprises.

Ces ratios contrastent avec le fait que les micro et les petites entreprises sont effectivement les plus vulnérables face à la pandémie. À cet égard, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a estimé que d'ici la fin de 2020, 2,7 millions d'entreprises pourraient disparaître dans la région, dont 90% seraient des micro-entreprises. L'analyse de CEPAL par type d'entreprise prévoit une diminution du nombre de sociétés de 20,7% dans le cas des micro-entreprises, 7,1% dans le cas des petites entreprises, 2,8% au niveau des moyennes entreprises et 0,6% en ce qui concerne les grandes entreprises¹.

Face aux limites de « Réactiver le Pérou », le gouvernement a commencé à créer de nouveaux fonds de soutien aux entreprises (FAE) plus axés sur des secteurs, qui n'ont toutefois pas eu de résultats efficaces en termes de placement. Par exemple, en novembre, FAE-AGRO, un programme ciblant l'agriculture, n'avait octroyé que 2 % d'un budget de 2 milliards de soles mis à disposition par le gouvernement. Cela est principalement dû au fait que les exigences de ce fonds ne sont pas adaptées à la réalité sociale du secteur agricole. Par exemple, les bénéficiaires doivent avoir des titres de propriété, une preuve de bail ou de possession alors que seulement 15% des agriculteurs au niveau national en possèdent².

Un soutien aux familles opportun et pertinent ?

Quant au soutien aux familles vulnérables, en termes budgétaires, il se trouve au deuxième plan. Il s'agit principalement d'une subvention monétaire de soles 760 (environ 215 dollars US) à chaque famille en situation de vulnérabilité.

Ce type de soutien, qui se fait par le biais de « bons », est né au début de la quarantaine nationale, avec la création du bon « je reste à la maison ». Cependant, deux difficultés ont été identifiées dans sa mise en œuvre. La première a été de pouvoir inclure toutes les familles qui avaient vraiment besoin de ce soutien. Il était d'abord question de subventionner 2,7 millions de ménages en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, identifiés à partir des registres de l'État. Or, dans la pratique, de nombreuses familles se trouvant dans une situation économique très précaire ne figuraient pas dans le registre des bénéficiaires.

Face à cela, plusieurs voix de la société civile se sont exprimées en faveur de la création d'un bon universel couvrant toute la population du pays et, en même temps, ont questionné le déséquilibre entre les fonds mobilisés pour les entreprises et ceux destinés aux familles. Le gouvernement a réagi en créant un ensemble de subventions supplémentaires, telles que la prime aux travailleurs indépendants (touchant 780 000 ménages), la prime rurale (pour 1,1 million de ménages) et la prime familiale universelle pour les ménages en situation de vulnérabilité et n'ayant pas reçu d'autres subventions. Au total, 8,5 millions de familles devraient en profiter.

Chaque famille sélectionnée a reçu un premier bon au cours des premiers mois de la quarantaine nationale et un deuxième bon entre août et octobre. Récemment, en janvier 2021, un troisième bon a été annoncé. L'une des questions clés depuis le début a été de savoir si ces bons devaient être accordés de manière plus régulière puisqu'ils étaient destinés aux familles les plus vulnérables

sur le plan sanitaire et économique face à la pandémie. Or, le gouvernement a eu d'énormes difficultés à mettre en place un mécanisme de distribution efficace. Outre les difficultés rencontrées pour constituer un cadastre des bénéficiaires, l'énorme fracture numérique dans de nombreux territoires du pays a empêché la création d'un système de distribution en ligne. Les bons ont commencé à être payés de manière présentielle par la Banque nationale, ce qui a provoqué d'énormes files d'attente dans les agences bancaires où il a été difficile de respecter les protocoles sanitaires. Ces problèmes ont considérablement ralenti la distribution des aides, qui s'est prolongée pendant plusieurs mois.

Les problèmes décrits dans cet article ne représentent qu'un exemple parmi d'autres des importantes lacunes institutionnelles et des inégalités sociales qui persistent encore au Pérou. En juillet 2021, le pays célébrera le bicentenaire de la naissance de la république, avec de nombreuses attentes et la promesse non tenue d'un État qui n'a pas su servir ses citoyens sur un pied d'égalité.

Sources:

1 <https://www.cepal.org/es/euromipyme/mipymes-covid-19>

2 <https://propuestaciudadana.org.pe/comunicaciones/gpc-en-medios/se-debe-fortalecer-la-banca-estatal-de-fomento-y-desarrollo-agrario-el-fae-agro-es-un-completo-fracaso/>

The role of public development banks: Crossed interview with Counter Balance and European Investment Bank (EIB)



Interview by Raquel Luna and Antoniya Argirova

According to the EIB's website, the Bank finances sustainable investment projects which focus, among other things, on climate and development. Civil society organizations argue though that its business model privileges the financial and economic viability of a project over the social and environmental development of the populations concerned by the projects. What is your stand on that?

Xavier Sol (Counter Balance): This issue is indeed central. What the EIB is particularly strong at is ensuring the financial and economic viability of the projects it finances, so that it ultimately gets the money from its loans back. That being said, we struggle to see the bank undertaking a similar effort to really make a difference in terms of having a positive impact on development, social inequality and the environment. Too often, the EIB ends up financing projects that have negative consequences on both people and environment. Our research and the testimonies from communities that are directly impacted by the EIB operations clearly indicate this.

Despite its public mission, the EIB has a long way to go when it comes to prioritising the public good over corporate interests

and truly becoming a sustainable, transparent and accountable institution. Over the years we have identified a number of structural issues ranging from insufficient attention to human rights and environmental impacts, to a lack of public ownership, transparency and control over funds. These issues still need to be addressed.



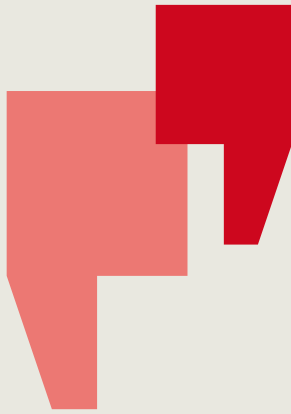
Counter Balance's report

Counter Balance is a coalition of 9 NGOs whose mission is to make European public finance a key driver of the transition towards socially and environmentally sustainable and equitable societies. Over the last decade, they have monitored extensively the operations of the European Investment Bank (EIB). The EIB is the lending arm of the European Union. It is the biggest multilateral financial institution in the world and one of the largest providers of climate finance.

The EIB relies too heavily on the private sector by channeling funds through commercial banks and equity funds that often do not pay very close attention to the development impact of their operations. At the end of the day, public money is largely used to leverage private investments, hoping that at some point this will benefit the people on the ground and in turn lead to sustainable development. However, doubt is being cast on this model as growing evidence demonstrates that too often these promised benefits do not materialize.

An overarching question concerns the future of EIB operations outside Europe: will it increasingly become a tool for EU foreign policy and economic diplomacy, which comes with an inherent and significant risk that geopolitical interests will end up prevailing over social and environmental considerations? Or will it really try to become a more responsible and accountable institution? We think that the second option is the only desirable one if the European Union is serious about its development policies.

EIB: As the EU Bank, the EIB supports investment projects that contribute to the EU policy objectives. About 90% of our funding goes to EU Member States



„Our projects are subject to stringent due diligence process to ensure that they are, not only economically and financially sound, but also technically, environmentally and socially viable, and that they comply with the applicable EU and national laws and regulations, as well as with the Bank’s policies and procedures.“ EIB



Photo: 350.org

to support continued development and integration. Our global financial operations help build a stable and open world economy. The EIB's international financial operations around the world help address imbalances and establish closer collaborative partnerships, stimulate a stable and open world economy and enable the cross-pollination of expertise and technologies.

Our projects are subject to stringent due diligence process to ensure that they are, not only economically and financially sound, but also technically, environmentally and socially viable, and that they comply with the applicable EU and national laws and regulations, as well as with the Bank's policies and procedures.

Recently, Counter Balance published a report called "The EIB's empty promises on human rights", which presents case studies of projects financed by the bank which have resulted in human rights violations. What should be done in order to avoid these abuses?

XS: Much more needs to be done to ensure that the EIB does not contribute to human rights abuses. This is an area in which the bank has not been willing to improve until now. Together with CEE Bankwatch Network and other Human Rights NGOs, we developed a concrete set of recommendations for the EIB to raise

the bar on the protection and promotion of human rights in its standards and operations.

Our key recommendation is for the EIB to adopt a new comprehensive and overarching human rights strategy with a sound due diligence system at project level and reinforced environmental and social standards. The EIB also does not have sufficient capacity to monitor the situation on the ground and it also lacks human right specialists on payroll. There is a clear gap between what is included in the EIB's standards and their real-world implementation. Currently, the EIB does not have either the political willingness or sufficient staff to respond to this.

The EIB claims that they assess the environmental and human rights risks related to the projects they finance and that if there are significant risks they do not provide the financing. Recently, the organization Counterbalance published a report called "The EIB's empty promises on human rights", which presents case studies of projects financed by the Bank which have resulted in human rights violations. What is your response to that? Does that mean that the policies should be changed?

EIB: In the context of EIB operations, human rights principles drawn from the EU's Charter of Fundamental Rights and international human rights law

are integrated into the Bank's key due diligence procedures as defined by the EIB's Statement on Environmental and Social Principles and Standards and reflected in the Bank's Environmental and Social Handbook.

In the practice of EIB financed operations, among the most relevant aspects of the EIB's commitment to human rights is the upholding of EIB's Environmental and Social Standards by managing and duly remedying adverse impacts caused at investment level. Respect for these standards is safeguarded not only at the due-diligence stage, but also through the inclusion of contractual obligations and project monitoring.

The EIB has a robust and human rights-responsive social due diligence framework, adequately integrated in the relevant standards, management systems and toolboxes. Naturally, there is always room for improvement, and this is why we are revising our Standards and submitting them to a public consultation.

What is the feedback Counterbalance is getting from affected communities regarding the engagement of the Bank with them and whether the Bank takes their demands into account?

XS: We have been contacted for over a decade by citizens and local organizations affected by projects financed by the bank. Many have shared their frustration about the fact that their voices are not being heard.

For instance, in Nepal, the EIB is financing the Marsyangdi Corridor, an electric transmission line, which is being built without proper consultation of indigenous communities. This is taking place despite the fact that the project will heavily impact their communal land. This therefore breaches the EIB's own environmental and social standards which include the right to Free Prior and Informed Consent (FPIC). Impacted communities filed a complaint to the EIB's complaints mechanism (CM), but the process is slow and the bank has so far reacted inadequately. The CM was not even able to convince the promoter, the Nepal Electricity Agency, to participate

„A fundamental problem is that even if affected communities can in theory use the EIB Complaints Mechanism to try to seek remedy, these problems should be anticipated and prevented before harm is already done. This is why it is crucial for the EIB to ensure proper human rights due diligence so that it can identify and address human rights risks for all of its operations.“
Counterbalance

in a mediation process. Furthermore, following a monitoring visit, the EIB-CM shared a corrective point which included a “suggestion to review the possibility of carrying out a free prior and informed consent process when needed” clearly not treating it as the requirement that it is in international law and the EIB’s own social and environmental standards.

In Kenya, a geothermal project tells a similar story. As a result of relocation, the community of pastoralist Maasai lost access to at least 2500 acres of pastures. The land they received in return is also less fertile and the requests for more pastures have been categorically ignored. While the EIB assumes that the issues resulting from the project have been resolved, impacted Maasai communities continue to complain about the failure to fully address their loss of livelihoods. There are many more examples of this.

A fundamental problem is that even if affected communities can in theory use the EIB Complaints Mechanism to try to seek remedy, these problems should be anticipated and prevented before harm is already done. This is why it is crucial for the EIB to ensure proper human rights due diligence so that it can identify and address human rights risks for all of its operations.

When the EIB assesses the human rights and environmental impacts on local populations, do they visit those concerned on the ground? Does the Bank consult local human rights and environmental defenders?

While the primary responsibility for information and the engagement with local stakeholders on a project basis lies with the project promoter and/or borrower in line with the Bank’s Environmental and Social Standards, the EIB strives to engage with stakeholders during on-site missions. The Bank recognizes that it can benefit from the establishment of a constructive dialogue with well-informed stakeholders in the appraisal and monitoring of projects. Stakeholders can contribute to the legitimacy of a project and their

knowledge and understanding of local issues can help improve the performance and minimize the risks of a project.

Recently, the directors of the EIB adopted a Climate Bank Roadmap 2021-2025. Counter Balance says that it is weak. Why? Do you think that it is related to the pandemic and its impact on the economy? Are we going backwards?

XS: While the EIB new Climate Roadmap is inarguably a step forward compared to its previous climate strategy, it simply falls short of ensuring that the Bank will deliver on its climate commitment to align all its operations with the objectives of the Paris Agreement. That is why we call it weak.

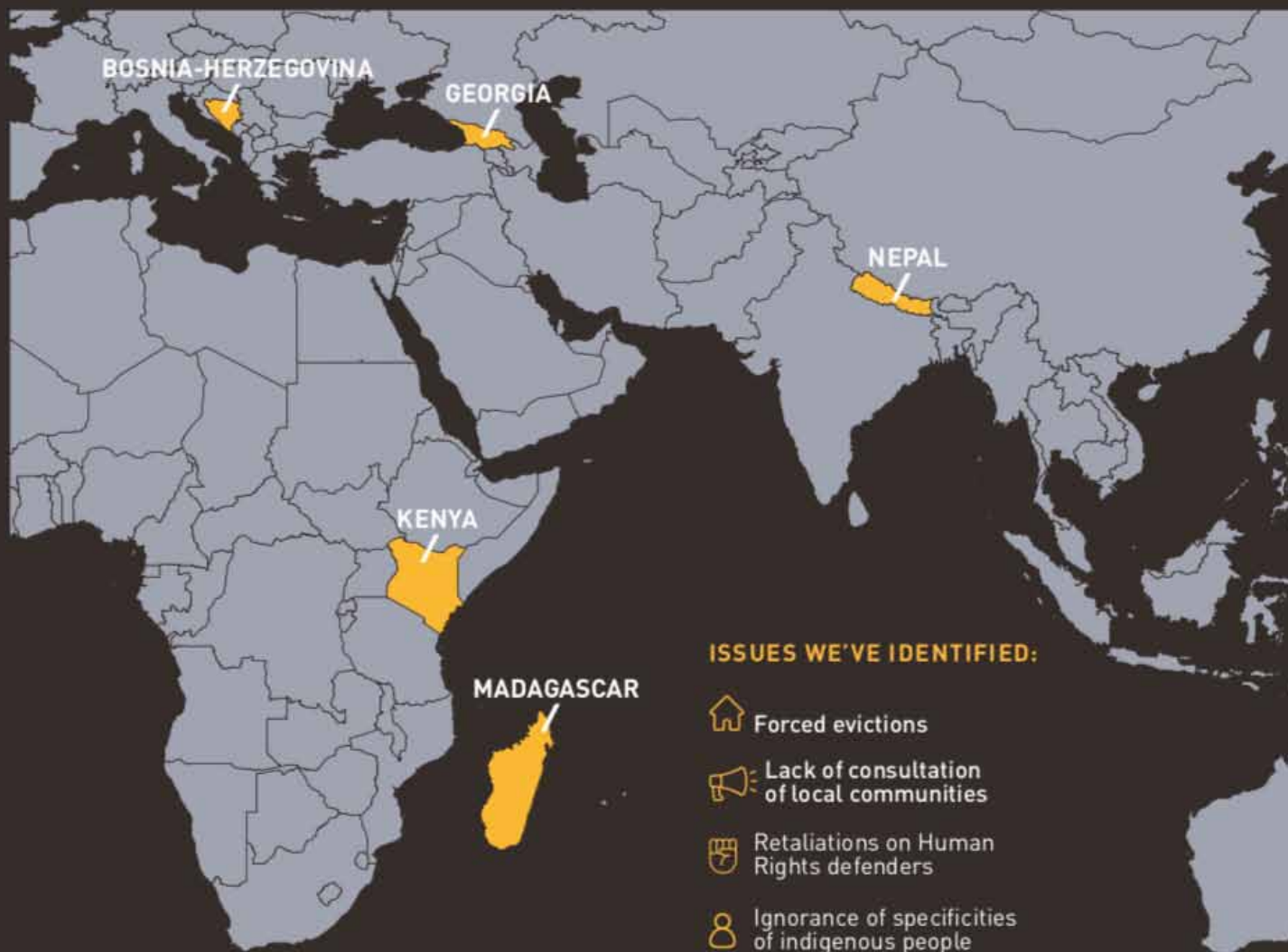
As it stands, we do welcome recent steps taken by the EIB on the climate front, for example the ban on fossil fuels adopted in 2019 or the decision to stop funding the expansion of airports. However, we don’t think it can be considered as a true “EU Climate Bank”, a name the bank loves to brand and market itself with, because there are still many steps that the bank needs to take in light of the looming climate crisis and the urgency of the issue.

What the pandemic highlights is the need to transform our economies and societies. We regret that the new Roadmap does not specify any binding conditions for its clients, including large corporates and private banks, to adopt decarbonisation plans aligned with a 1.5°C global warming scenario. Especially in a context where public money is flowing to rescue companies in the face of the pandemic.

The EIB is also not ruling out support for many high-carbon projects, including motorways, industrial agriculture and biomass projects, despite the obvious fact that these projects are fueling the climate crisis and consequently are destroying ever more of our common resources. Last but not least, the EIB can still support climaticide projects all the way until the end of 2022. It can do this under a so-called “transition period”

„While the primary responsibility for information and the engagement with local stakeholders on a project basis lies with the project promoter and/or borrower in line with the Bank’s Environmental and Social Standards, the EIB strives to engage with stakeholders during on-site missions. The Bank recognizes that it can benefit from the establishment of a constructive dialogue with well-informed stakeholders in the appraisal and monitoring of projects. Stakeholders can contribute to the legitimacy of a project and their knowledge and understanding of local issues can help improve the performance and minimize the risks of a project.“ EIB

CASES WE'VE MONITORED



ISSUES WE'VE IDENTIFIED:

-  Forced evictions
-  Lack of consultation of local communities
-  Retaliations on Human Rights defenders
-  Ignorance of specificities of indigenous people

WEAKNESSES AT THE EIB

- 1 No proper due diligence at project level
- 2 Lack of development expertise and presence on the field
- 3 Human Rights are a low priority for the bank

OUR RECOMMENDATIONS: DEVELOP A THREE PILLAR HUMAN RIGHTS FRAMEWORK:



1. STRONG POLICY STATEMENT
2. HUMAN RIGHTS STRATEGY
3. SOUND DUE DILIGENCE SYSTEM AT PROJECT LEVEL

Counter Balance's recommendations for the EIB

that in reality only serves to delay real progress.

In the COVID-19 era, there should be no room left for public funding to keep feeding a high-carbon and unfair economic system whose major weaknesses have been highlighted during the past year.

Recently, the directors of the EIB adopted a Climate Bank Roadmap 2021-2025. Civil society organizations claim that it is not strong enough? What is your stand on this?

EIB: The EIB welcomes constructive comments and criticism from all stakeholders regarding its activities, and appreciates the active contribution of civil society organizations to the stakeholder engagement process that led to the adoption of the EIB Group Climate Bank Roadmap 2021-2025 by the EIB Board of Directors in November 2020.

The EIB Group Climate Bank Roadmap 2021-2025 maps the next stages in the Bank's journey to sustainable investment, and outlines our bold ambitions for climate and environmental sustainability finance to support a Green Recovery from the COVID-19 crisis, to fully back the European Green Deal, including its 'Just Transition', to keep supporting countries in need outside the EU, and making sure our work contributes to the achievement of the sustainable development goals.

Within this context, we appreciate the constructive comments from all stakeholders and count on their continuous engagement in the coming months and years, in order to help us turn these ambitions into reality.

In November 2020, the first global summit of all Public Development Banks took place in Paris. The organization of the summit was criticized because representatives of local communities were not invited to participate in the panels and civil society organizations could not attend the summit. What is your perspective on that?

XS: We joined many other NGOs in pointing out the fact that the voice of civil society, and especially of those directly impacted by development projects, has been ignored in the Finance in Common Summit. This clearly begs the question of who gets to sit at the table, and who is being left out.

The EIB should carry a certain responsibility in its role as a public institution. An example of a lack of this responsibility is the fact that the bank invited a representative from the controversial company KenGen as a speaker to a side event it hosted on climate change. It's important to know that KenGen is the very promoter of the earlier mentioned geothermal projects in Kenya that are leading to human rights abuses.

We reacted by sending a letter to the EIB suggesting to invite representatives of impacted communities to discuss lessons learned and means to truly ensure inclusive and sustainable climate action, instead of KenGen. In its response to our request, the EIB refused to admit any fault or responsibility and argued that KenGen properly handled the social impacts from the project and was therefore well placed to speak at the summit. This claim is completely opposite to testimonies from the Maasai communities, illustrating the EIB's lack of engagement with impacted populations and constant dismissal of the impacts of its project on the ground.

Public banks hold the potential to steer our economies and societies to a more sustainable and fair path. However, in order to do so, they need to become more democratic, accountable and develop public participation mechanisms allowing citizens and impacted communities to be properly involved in their decision-making. In our view, the Finance in Common Summit showed that it is high time to collectively reclaim public development banks for the common good.

EIB: NGOs were invited and did attend the summit. The EIB organised one of the ten high-level events of Finance in Common,

the overall event being organised by Agence Française de Développement. We had several NGOs interacting with our panellists during our session dedicated to climate and we particularly addressed the question of human rights and the rights of indigenous people for instance, in relation with the implementation of climate projects. We engaged into an open discussion and we valued the numerous questions that were raised by NGOs on this matter. We will be further engaging this year during the public consultation on the revision of our Environmental and Social standards and Policy and we look forward to engaging with representatives of local communities and civil society."

François Gemenne : on a tous un ami noir



Raymond Weber, note de lecture

La « crise » des réfugiés » et le « problème » des migrations continuent, même en ce début d'année 2021, où la crise du coronavirus reste omniprésente dans la presse, à occuper la Une des journaux : morts en Méditerranée, conditions de vie scandaleuses dans les camps en Grèce (Moria) ou en Bosnie-Herzégovine (Lipa), destruction de campements à Paris et à Calais. Nous nous trouvons ici devant un « shutdown de l'humanité en Europe » (Heribert Prantl dans la *Süddeutsche Zeitung*) : c'est une situation indigne d'une Europe,

Prix Nobel de la Paix 2012 et d'une Communauté/Union qui se veut garante de « valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'état de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme », comme le précise l'article 2 des Traités de l'Union Européenne.

Une récente étude réalisée par le « Border Violence Monitoring Network » (Livre Noir des violences envers les migrants, à partir de plus de 800 témoignages) sur les humiliations, dépouillements, passages à tabac fait vraiment froid dans

le dos. Neuf cents cas recensés, 12 600 personnes concernées : le document, relayé au Parlement européen par la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), compile des centaines de récits et autant de violations des droits humains. Cartes, photos des lieux et des personnes, données précises complètent, dans le livre, les témoignages collectés en Grèce, en Italie, en Croatie, en Slovénie et en Hongrie, le long de la route des Balkans.

Ils mettent en évidence des pratiques récurrentes de vol, d'enfermement, de violences – y compris sur des mineurs –, de tirs destinés à effrayer, de signatures extorquées sur des documents non traduits, etc. Des migrants racontent comment ils ont été « traînés par terre, comme des ordures », « poussés dans une rivière et arrosés de cailloux », ou confrontés à des chiens. Beaucoup des personnes interrogées ont lancé le même cri : « Nous ne sommes pas des animaux ! » « Push backs » et « hot spots »

Une personne marche à travers la neige enveloppée dans une couverture dans le camp de Lipa dans le nord-ouest de la Bosnie, près de la frontière avec la Croatie, décembre 2020.





sont désormais les noms qui servent de masques à l'inhumanité, à ce que le sociologue suisse Jean Ziegler décrit comme la mise en œuvre d'une « stratégie de la terreur » destinée à dissuader les réfugiés de demander le respect de leurs droits humains fondamentaux. Ce scandale prend désormais la tournure d'une faillite collective. Ce qui est liquidé dans les faits, c'est le droit d'asile lui-même. C'est l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : «Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays ».

Cette « crise » des réfugiés et migrants nous montre, encore plus que la crise du coronavirus, que nous avons aujourd'hui besoin d'un « New Deal mondial » (Antonio Guterres, SG de l'ONU), dans lequel le pouvoir, les ressources et les opportunités seraient mieux partagés et où les mécanismes de gouvernance refléteraient mieux les réalités démographiques et géopolitiques d'aujourd'hui.

On peut donc dire que le livre : « nous avons tous un ami noir », de François

Gemenne, vient au bon moment. L'auteur, qui enseigne les politiques du climat et des migrations, notamment à Sciences Po Paris ou à l'Université Libre de Bruxelles, voudrait «en finir avec les polémiques stériles sur les migrations» (sous-titre de son livre), déconstruire les idées reçues sur les migrations et montrer qu'il est possible de penser ce thème de manière rationnelle et apaisée, en l'éclairant de réflexions et de faits qui sont trop souvent absents des débats et qui proviennent tant d'expériences étrangères, de la recherche et de l'auteur lui-même, qui s'est spécialisé dans ces questions depuis de nombreuses années et qui, citoyen belge, vit en tant qu'« immigré » en France depuis plus de douze ans.

C'est en réagissant contre les préjugés que François Gemenne rappelle quelques faits ou résultats de recherche et redresse nombre de partis pris que nous pouvons avoir, tels que :

-continuer à croire que le degré d'ouverture d'une frontière est la variable d'ajustement des flux migratoires. Or, sur

le long terme, l'ouverture des frontières n'augmenterait guère le nombre de migrants dans le monde. Par contre, le principal effet de la fermeture des frontières, ce n'est pas d'arrêter les migrations : c'est de les rendre plus coûteuses, plus dangereuses et plus meurtrières. Selon François Gemenne, « en fermant les voies d'accès sûres et égales à l'Europe, nous avons confié aux réseaux criminels des passeurs les clefs de la politique européenne d'asile et d'immigration » ;

-accueillir les émigrés nous coûterait cher. La majorité des études disent pourtant le contraire ! L'immigration n'est en rien une menace pour l'économie, ne serait-ce que parce que, dans une économie tertiaire, plus il y a de gens, plus il y aura de services et plus cela créera de l'activité économique et sociale. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'immigration a un effet neutre, voire positif sur les grandes variables de l'économie d'un pays. Par ailleurs, l'évolution démographique et le vieillissement de la population en Europe rendent l'immigration de plus en

plus nécessaire pour garantir la survie des systèmes de sécurité sociale, et en particulier des systèmes de pensions. Selon les projections du Bureau fédéral du Plan, sans immigration, la population belge diminuerait sur le long terme, ce qui ferait grimper la facture du vieillissement. Enfin, l'immigration favorise la créativité et l'innovation, en apportant à la société d'accueil de nouvelles idées et de nouvelles compétences ;

-augmenter l'aide au développement pour limiter les migrations. Pour François Gemenne, le plus grand obstacle à la migration, c'est la pauvreté. C'est donc le développement qui produit de la migration. Ainsi, les migrants internationaux - à peine 10% des migrants ! - ne proviennent pas des pays les plus pauvres, mais des économies en transition. Et le chercheur de rappeler que ce sont ces migrants internationaux, qui deviennent les principaux investisseurs dans leur propre pays et des acteurs essentiels de leur développement, en renvoyant au pays d'origine leur épargne, les « remittances », qui représentent autour de trois fois le montant de l'APD (aide publique au développement) ;

-il y a les réfugiés politiques et il y a les migrants économiques. Or, aujourd'hui, le changement climatique fait apparaître une nouvelle catégorie migratoire, oubliée du droit et des politiques, à savoir les migrants climatiques. Est-il d'ailleurs encore possible de séparer les motifs de migration qui sont souvent mêlés les uns aux autres, qui s'influencent mutuellement et qui s'accumulent au cours d'un parcours migratoire ? Par ailleurs, opposer les réfugiés aux migrants, qu'ils soient économiques ou climatiques, aboutit surtout à une dégradation de la protection des migrants, sans que pour autant la protection accordée aux réfugiés, en fonction de la Convention de Genève, soit effectivement renforcée. S'y ajoute, enfin, le fait que les migrations d'aujourd'hui ne sont plus linéaires ni mono-causales et que les itinéraires sont fragmentés. Ce qui fait dire à François Gemenne : « quelle différence fondamentale y a-t-il, au fond, entre un réfugié qui fuit la guerre

et un migrant qui fuit la misère ou une catastrophe naturelle ? »

L'auteur pose aussi, à la fin de son livre, une question importante. Dans les débats sur l'asile et les migrations, on a l'impression que les arguments rationnels et pragmatiques, tout comme le résultat de nombreuses recherches, n'ont aucune prise. C'est comme si les politiques concernant les migrations étaient décidées sur la base de seules considérations idéologiques ou sondagières, à partir d'une problématique souvent imposée par l'extrême-droite. François Gemenne voit trois raisons à cet état de fait :

-si la recherche sur les migrations est féconde, elle est largement désorganisée, sans structure fédérative des chercheurs, comme c'est le cas du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC/IPCC) pour les chercheurs sur le climat, p.ex. ;

-il n'y a pas de consensus social sur l'objectif à atteindre, à part celui d'être aussi dissuasif que possible et d'empêcher les migrations ;

-l'image que renvoient les migrants ne correspond absolument pas à ce qu'ils

sont et les confine dans le registre émotionnel : images du petit Aylan Kurdi sur une plage de Bodrum, images de camps surpeuplés ou de barques surchargées. Avec le résultat que les migrants ne sont jamais représentés comme des hommes et des femmes, mais toujours essentialisés comme migrants. D'où l'importance, ici au Luxembourg, du travail de Frédérique Buck, avec le livre « l'm not a refugee » (2017) ou le film « Grand H » (2018)l

Terminons sur l'Europe où je vais mélanger au compte-rendu du livre de François Gemenne des réflexions plus personnelles.

Depuis la signature du 1er règlement de Dublin, en 1990, l'Europe n'a pas su se doter d'une politique commune en matière d'asile et de migrations. La fermeture des frontières et de l'espace Schengen, ainsi que la signature d'accords pour enrayer les flux migratoires avec des pays tiers, souvent peu respectueux des droits de l'homme, semblent être devenus le seul horizon commun. Est venue alors l'idée d'un « Pacte sur les migrations et l'asile » qui essaierait de concilier les valeurs de solidarité et de respect des droits de l'homme avec les mesures de contrôles aux frontières.

Comment se fait-il que le Pacte européen sur les migrations et l'asile soulève si peu d'intérêt au Luxembourg, auprès de nos femmes et hommes politiques nationaux comme auprès de notre société civile? Pour un pays qui voudrait faire partie du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, pour les années 2022 à 2024, une position claire et nette sur cette question des migrations et de l'asile serait incontestablement la bienvenue !

Accaparée par la pandémie, les questions budgétaires, l'accord commercial post-Brexit avec le Royaume Uni ou l'accord sur les investissements avec la Chine, la présidence allemande de l'Union, pendant le second semestre 2020, n'a guère fait progresser le débat, ni entre les Etats membres ni au Parlement européen. Y aura-t-il un consensus autour du texte déposé en septembre dernier et qui vise à mieux gérer les frontières extérieures, à instaurer une solidarité obligée entre les pays et, aussi, à accélérer les contrôles à l'entrée dans l'Union, ainsi que les retours des personnes ? Pour prévenir les refoulements abusifs, un mécanisme de contrôle serait confié à l'Agence européenne des droits fondamentaux, une institution basée à Vienne.

Les révélations sur les renvois illégaux de migrants et les questions sur le rôle de l'agence Frontex – censée participer plus activement à la gestion des retours – se sont multipliées ces derniers mois et ne vont pas faciliter les discussions autour d'un texte censé mêler harmonieusement les notions de solidarité, de respect de droits humains et de contrôles renforcés. Il semble évident, par ailleurs, que plusieurs Etats tenteront de renforcer l'aspect sécuritaire du « Pacte ».

C'est la politique de fermeture de l'UE qui constitue un échec. Non seulement elle n'a pas permis d'enrayer les flux migratoires, mais elle s'est en plus révélée inhumaine, causant la mort de milliers de personnes, des atteintes aux droits humains et entraînant dans son sillage le développement d'une xénophobie grandissante. Au lieu d'avoir, au niveau européen, une dynamique entre solidarité et responsabilité, nous avons eu des compromis entre lâcheté et cynisme !

La vraie question à se poser est : si on n'accueille pas les migrants, qu'est-ce que cela dit de nous ? Dans quelle société voulons-nous vivre ? La réponse est à la fois éthique, politique et juridique. Éthique, parce qu'elle fait appel à des valeurs fondamentales comme l'hospitalité, la solidarité et l'assistance. Politique, parce qu'elle implique de voir l'immigration comme une opportunité

et non comme un problème. Et juridique, car tous les êtres humains ont des droits fondamentaux comme celui d'être traité avec dignité, de ne pas subir de traitements inhumains et dégradants et de demander l'asile, droit qui leur est assuré par la Convention de Genève de 1951.

Ce sont d'ailleurs ces questions que, en mars dernier, un collectif de plus de 60 intellectuels européens (parmi lesquels il y a Etienne Balibar, Massimo Cacciari, Barbara Cassin, Olivier De Schutter, Jürgen Habermas, Axel Honneth, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon, Roberto Saviano, Catherine Wihtol de Wenden et d'autres) a posées publiquement : Que vaut l'Europe, si elle se fait l'ennemie de ce droit premier et fondamental qu'est le droit d'asile ? A quoi bon des institutions européennes, s'il est permis à des Etats membres de refuser les obligations que leur impose le droit européen, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention de Genève de 1951 ? Que veut dire « Union » si, parmi les pays qui la composent, certains peuvent suspendre l'examen des demandes d'asile – examen obligatoire selon la Convention de Genève – et s'exempter de la solidarité dans l'accueil et la répartition des victimes de la persécution ? »

Malheureusement, la tendance générale au sein de l'UE reste la fermeture des frontières et la restriction des droits des migrants, y compris des réfugiés. Les valeurs sont revues à la baisse et les obligations internationales bafouées. Des campagnes de dissuasion sont même menées pour décourager les demandeurs d'asile de venir chercher une protection sur le sol européen.

Ces mesures de plus en plus restrictives sont dangereuses, car elles condamnent de nombreux migrants à risquer leur vie pour atteindre leur destination et à y vivre ensuite sans papiers, dans la clandestinité. Elles sont aussi inefficaces, car migrer est un réflexe de survie profondément ancré dans notre humanité.

Y a-t-il une solution à la gestion de la « crise » des migrations ? On peut en tout cas esquisser quelques pistes de réflexion et d'action : l'établissement de voies d'accès sûres et légales (telles que la réinstallation, les visas, le regroupement familial, etc.) permettrait aux personnes qui ont besoin de protection de la demander légalement, et aux personnes qui constitueraient une menace pour la sécurité d'être détectées. Cela dispenserait également les réfugiés de mettre leur vie entre les mains des passeurs.

La solution passe également par un réel partage des responsabilités, qui nécessite un nouveau mécanisme de réinstallation (pour les réfugiés identifiés comme vulnérables d'après le HCR) et de transfert des réfugiés (lorsqu'un pays fait face à des arrivées importantes et que le nombre de réfugiés dépasse ses capacités raisonnables d'accueil). Il est également essentiel de prévoir un financement qui permette la protection des réfugiés et un soutien aux pays qui accueillent un grand nombre de personnes en danger.

Une question pour terminer : comment se fait-il que ce Pacte européen sur les migrations et l'asile soulève si peu d'intérêt au Luxembourg, auprès de nos femmes et hommes politiques nationaux comme auprès de notre société civile ? Pour un pays qui voudrait faire partie du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, pour les années 2022 à 2024, une position claire et nette sur cette question des migrations et de l'asile serait incontestablement la bienvenue !

Pour aller plus loin :

https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/new-pact-migration-and-asylum_fr

<https://www.lacimade.org/pacte-europeen-sur-les-migrations-et-lasile-le-rendez-vous-manque-de-lue/>

<https://etopia.be/le-nouveau-pacte-sur-la-migration-et-lasile-une-premiere-analyse-critique/>

Farmers' protests in India: "The farmers at the gates of Delhi are the frontline troops of a larger struggle"



Julie Smit

Since November 2020, thousands of Indian farmers have been camping out in protest against the adoption in September 2020 of three controversial farming laws aimed at liberalising and deregulating the agriculture sector. The government maintains that they will lead to economic improvements for farmers, but farmers' unions are strongly opposed to the new laws, seeing them as a massive threat to their livelihoods. Over 100 farmers have already died in the protests, many freezing to death in the bitter cold, but despite this they are determined to continue their protest until the three laws are repealed. So what is driving this mass protest in the face of all the hardship?

Since the 1960s, a system of state-regulated marketing boards, Agricultural Produce Marketing Committees (APMC) has protected farmers from exploitation by private traders. Around 50 % of agricultural products are sold at local APMC markets "mandis". The produce is taxed, creating funds to finance local infrastructure. The APMC mandis, while successful in some areas, such as Punjab, are often criticized for their poor functioning, which can result in farmers having to sell to private traders, who are not obliged to pay the minimum selling price guaranteed by the government.

Under the new legislation farmers can trade freely throughout India and sell to whom they choose with no taxes imposed. According to the government, this new freedom will enable farmers to obtain better prices, as they have access to more buyers. However, as the minimum selling price would no longer apply to trade outside the APMC system and small farmers lack the bargaining power of the big players their unions fear that their earnings will fall. Furthermore, as no tax would be levied on products sold outside the mandis, it is likely that traders and farmers would avoid the APMC system, which would eventually be discontinued due to the lack of finance. The farmers' concern is that this would lead to an end



to the minimum selling price system, which is simply a government policy and not contained in any law. The protesters say that if they had to choose between the imperfect mandis and an unregulated market regime, they would prefer the APMC system with the necessary improvements.

Another concern is that the new legislation provides a legal framework for farmers to engage in contract farming with private companies. The government maintains that this will offer farmers more certainty, as they will be sure of selling their produce at a predetermined price. However, it has been seen in the past that the unequal power relations in play lead to contract agreements that favour the company, delayed payments and produce being rejected on false



grounds of poor quality, leaving farmers indebted and in danger of losing their land.

The third main criticism is the removal of the mandatory ceiling on the stockpiling of essential foods. This will allow private companies to manipulate prices, keeping the price that they earn in the market high and that paid to farmers low.

A history of farmers' protests

Some 60 per cent of the Indian population are farmers. It is estimated that around 50 per cent of all farming families are highly indebted, resulting in an increase in rural exodus and a high level of farmer suicides. For many years, farmers have been demanding that the dramatic agrarian crisis be urgently addressed. In fact, support for farmers, including guaranteed minimum support prices of one and a half times the costs of production, was a key election promise made by current Prime Minister Narendra Modi in 2014, bringing him millions of farmers' votes. However, within months of coming to power he did an about-face, claiming that this policy could not be implemented, as it would distort the markets.

The protests taking place now on the Delhi borders are the culmination of protests by individual farmers' organisations throughout the country over several years. In 2017 these organisations joined together to form the All India Kisan Sangharsh Coordination Committee, AIKSCC, (All India Platform of Farmers' and Farmworkers' organisations), which is leading the current protests.

In 2018 the AIKSCC farmers worked with various political parties to draft two private bills, the Farmers' Freedom from Debt Bill and Guaranteed Fair and Remunerative Prices Bill, which were endorsed by 21 opposition parties. In November of the same year 100 000 farmers came to Delhi to demand a parliamentary discussion on the agrarian crisis and the two Bills that had been submitted, but these demands were never considered. Instead, the government imposed the three controversial Acts that are the subject of the current protest.

For the Indian agriculture expert and journalist, P. Sainath, the repeal of the controversial laws is vital, but it would only prevent a worsening of the existing agrarian crisis, whereas the root causes of rural poverty need to be addressed. He summarises these as being the corporate hijack of Indian agriculture. "The farmers in Delhi are fighting for something much

larger than the three farm bills. They are fighting an imposed agrarian crisis.¹"

A threat to democratic freedoms

The issues at stake go beyond the question of agriculture and are indicative of the undemocratic processes in India under Modi. No consultations with farmers took place before the laws were railroaded through parliament in the middle of the pandemic when no significant resistance was to be expected. Furthermore, disputes related to the new legislation may not be dealt with in a civil court, which is in direct contravention of Article 19 of the Indian Constitution, which guarantees the right to take legal action. There is widespread concern in India that clauses of this kind could be included in every law that is introduced in the future and the farmers' protest is now being seen as part of a struggle to protect democracy in India.

1 P. Sainath "India's Farm Bills 2020": Webinar organised by the South Asian Network for Secularism and Democracy, November 2020: <https://www.facebook.com/sansad.org/videos/3711035108964235>

17 Jahre bis zum Urteil – Chevron/Tecaco – Die unvollendete Geschichte eines Prozesses, Teil 2



Dietmar Mirkes

Erinnern wir uns (siehe bp3w Nr. 310, Juli 2020): Am 3.11.1993 reichen 15 Siedler und Indigene aus dem Amazonasgebiet Ecuadors in New York eine Sammelklage gegen Texaco ein. Am 16.5.1994 gründen sie und viele andere von der Ölverschmutzung Betroffene und zivilgesellschaftliche Organisationen den Frente de Defensa de la Amazonia als formelle Struktur der Kläger. Und 1995 erkennt Texaco an, Schäden angerichtet zu haben, und schließt ein Abkommen mit dem ecuadorianischen Staat mit der Zusage, 40 Mio.\$ für ein Hilfsprogramm incl. der Reinigung von gut einem Drittel der giftigen Becken zu investieren. In diesem Artikel folgen nun die Prozessjahre bis zum Urteil 2011.

Texaco unterbreitet Angebote zur außergerichtlichen Einigung

Ab 1995 „reingt“ Texaco – wie mit der Regierung vereinbart und entsprechend seinem Anteil am Förderkonsortium – gut ein Drittel der giftigen Becken und erreicht 1998, dass der Staat Ecuador Texaco bescheinigt, sein Abkommen erfüllt zu haben und dass er keine weiteren Ansprüche mehr an den Konzern stellt wird. Zur gleichen Zeit versucht der Konzern, die Front der Kläger zu spalten: Es gelingt ihm, 1997 die beiden großen Kichwa-Organisationen FCUNAE und FOKISE mit einem Angebot von 1 Million \$ herauszubrechen. Weitere Vorschläge

zur außergerichtlichen Einigung folgen. Zeitgleich versucht Texaco, den Prozess aus den USA nach Ecuador zu verlagern, da man sich dort leichteres Spiel mit der Justiz dieses kleinen Entwicklungslandes erwartet – also lobt man Ecuadors Rechtssystem nach außen, es sei genauso effizient und unabhängig wie europäische die Justiz in Europa.

Die 30.000 Kläger klären ihre Entscheidungsstrukturen

Texacos Angebote zwingen die Betroffenen in einen Klärungsprozess: Sollen wir uns auf darauf einlassen, oder sollen wir den langen und unsicheren

Weg vor Gericht durchziehen?. Eine Mehrheit tendiert zu außergerichtlichen Einigungen, viele Alliierte (wie zum Beispiel die angesehene Umwelt-NGO Accion Ecologica) plädieren für den gerichtlichen Weg. Nach einem Angebot im September 1999 einigen sich die Delegierten der 30.000 Betroffenen in mehreren konstitutiven Versammlungen in 2000 und 2001 vor allem auf die interne Struktur: Es gibt vier Ebenen – die Anwälte und Berater, das Exekutivkomitee, die Vollversammlung der „Asamblea de Delegados de los Afectados por Texaco » und die Dorfgemeinschaften an der Basis.

–Die Vollversammlung ist das höchste Organ; in ihre sitzen die Delegierten der 22 Siedlergemeinden in den Ölfeldern und der 4 indigenen Völker der Siona, Cofan, Secoya und Huaorani.

–Das Exekutivkomitee besteht aus vier Vertretern der Indigenen, zwei Siedlern und einem Vertreter des Frente; eine/r davon ist Koordinator; m.a.W. in der Vollversammlung haben die mestizischen Siedler die Mehrheit, im Exekutivkomitee die Indigenen. Die Asamblea wird nach außen durch den Koordinator oder ein gewähltes Mitglied des Exekutivkomitees repräsentiert. Der Frente ist ein Mitglied der Asamblea mit gleichen Rechten wie alle anderen; zudem ist er verantwortlich für die Finanzen und das Funktionieren der Asamblea und leistet technische Unterstützung für den Prozess. Der Präsident des Frente – bis 2002 Luis Yanza – wird auch der erste Koordinator der Asamblea. Faktisch ist der Frente fortan das zentrale Organ der Kläger im Prozess.

Ein neuer Akteur betritt das Spiel: Chevron

Texacos Angebote haben noch ein anderes Motiv: das Risiko der Altlasten, die ja im Zentrum des Prozesses stehen, soll gemindert werden, denn – was die Kläger nicht wissen – es liegt Texaco ein Übernahmeangebot von Chevron vor. Im Oktober 2001 schluckt Chevron schließlich Texaco und übernimmt damit auch seine Verbindlichkeiten. Im August 2002 erreicht Chevron auch gegen

den Widerstand der Kläger das Ziel der Prozessverlagerung nach Ecuador. Chevron schaltet nun einen anderen Gang ein und engagiert den Rechtskonzern Gibson, Dunn & Crutcher, der für seine knallharten Methoden bekannt ist. Ein neuer Akt mit anderen Drehorten und Akteuren beginnt ...

Der Prozess entfaltet ungeahnte Wirkungen

Im Mai 2003 wird der Prozess, begleitet von einer machtvollen Demonstration der betroffenen Indigenen und Siedler, am Obersten Gericht der Provinz Sucumbios in Lago Agrio, dem Hauptort der Ölregion, eröffnet; der Richter heißt Alberto Guerra. Es folgen Jahre der Beweisaufnahmen in den Ölfeldern. Von ortskundigen Bewohnern aufgedeckt und organisiert vom Frente werden immer mehr Boden- und Wasserproben als Beweisstücke für den Prozess gezogen und analysiert. Dabei zeigt sich auch, dass viele der „Reinigungen“ der giftigen „piscinas“ voller Reste von Öl- und Formationswasser durch Texaco schlicht und einfach Pfusch war: oft sind die Becken einfach mit Erde zugedeckt worden. Pablo Fajardo, ein Junge aus der Ölregion, der Jura studiert hat, entwickelt sich zu einem wichtigen Anwalt der Kläger.

In der gesamten Ölregion wächst der Unmut über die Ölkonzerne. Verhandlungen von Gemeinden mit ihnen über den Bau und die Finanzierung von Straßen und Krankenhäusern scheitern, schließlich kommt es zunächst punktuell, dann im August 2005 flächendeckend zu Widerstand: Beim ersten Generalstreik in den beiden Ölprovinzen gehen fast alle Bürgermeister und Abgeordnete mit auf die Straße. Demonstranten besetzen die zentrale Pumpstation der Pipeline zur Küste, drehen den Hahn zu und legen damit fast die gesamte Rohölproduktion des Landes lahm. Die Regierung ruft den Notstand aus, bricht mit Militär und Polizei Blockaden, aber wenig später muss der Innenminister wegen seiner harten Linie zurücktreten. Die Stimmung im Lande dreht sich allmählich gegen die Ölkonzerne; 2007 besucht der neugewählte Präsident Rafael

Correa die Ölfelder im Prozessgebiet und sagt öffentlich, dass solche Umweltverbrechen sanktioniert werden müssen.

Im November 2008 veröffentlicht der unabhängige Geologe Richard Cabrera eine Umweltstudie und empfiehlt dem Gericht, Chevron verantwortlich für Schäden in Höhe von 26 Mrd. \$ zu machen. Ein weiteres Gutachten kommt im April 2010 auf Schäden bis zu 16 Mrd. \$.

Prominente Unterstützung aus den USA

In den USA, dem Stammland von Texaco und Chevron, und auch in Großbritannien solidarisieren sich immer mehr Prominente mit den Betroffenen, zum Beispiel Brad Pitt und Angelina Jolie; Sting und Bianca Jagger überzeugen sich vor Ort von der Situation und unterstützen unter anderem Projekte zum Einfangen von Regenwasser. 2008 erhalten Luis Yanza und Pablo Fajardo in den USA den renommierten Goldman Prize. Große Breitenwirkung erzielen auch 2009 die beiden chevronkritischen Filme „Crude“ und „60 Minutes“. Der Prozess wird allmählich weltweit bekannt.

Das erste Schiedsgerichtverfahren

Doch die andere Seite schläft nicht und eröffnet eine neue Front: Der Konzern liegt als Rechtsnachfolger von Texaco schon seit Jahren in einem gerichtlichen Clinch mit dem Staat Ecuador über die Weiterverarbeitung und Nutzung des geförderten Rohöls im Lande und hat gegen ihn insgesamt sieben Klagen vor ecuadorianischen Gerichten eingereicht. Da bisher keine Urteile zustande kamen, reicht Chevron eine Klage gegen den Staat Ecuador wegen Rechtsverweigerung und Verzögerung vor dem Ständigen Schiedsgericht in Den Haag ein. Diese sogenannten ISDS-Verfahren (Investor-State Dispute Settlement) sind Streitschlichtungsverfahren zwischen Investoren und Staaten; Grundlage ist in diesem Fall das Investitionsschutzabkommen zwischen den USA und Ecuador. Solche Verfahren ziehen sich immer über Jahre hin; das Urteil am 31.8.2011 wird lauten: Ecuador schuldet Chevron 77,7 Mio \$, die sich mit

Die „Schule der Dorfsprecher“

Da auch andere Ölfirmer in der Region Böden und Gewässer kontaminieren, wenden sich immer mehr Gemeinden mit der Bitte um rechtliche Beratung und Unterstützung an den Frente. Nach anfänglichen punktuellen Workshops in den 90er Jahren entwickelt er die „Schule der Dorfsprecher“, um die vorherige punktuelle Bildungsarbeit in Umwelt- und Menschenrechten zu systematisieren. Ab 2007 nehmen jährlich etwa 100 Männer und Frauen aus der Ölregion an etwa 36 Wochenenden im Jahr an der dreijährigen stufenweisen Fortbildung statt. Die Fächer reichen von Umweltrecht und -monitoring über Gruppenführung, Kommunikation und Konfliktlösung bis hin zu verbesserten Methoden der Viehzucht. Die Schule entwickelt sich zu einer Art Volkshochschule, an der auch Lehrer von Universitäten des Landes unterrichten; eine enge Partnerschaft besteht mit der Universität San Francisco de Quito. So wächst in der Bevölkerung der Ölregion ein praktisches Wissen heran, denn die Absolventen sind eng in ihren Gemeinden eingebunden und engagieren sich dort u.a. bei der Einhaltung der Umweltrechte, sie organisieren Kontrollen der Wasserqualität, strengen Verfahren gegen Ölkonzerne an und erzwingen in Verhandlungen Kompensationen oder verhindern neue Konzessionen.

Die „Schule der Dorfsprecher“ wird seit 2008 von Gemeinden des Klima-Bündnis Lëtzebuerg und der ASTM ein Jahrzehnt lang unterstützt werden.

Zinsen (von 2006 bis August 2011) auf 96,4 Mio \$ summieren. Dieses Urteil soll später noch eine wichtige Rolle spielen...

Das zweite Schiedsgerichtverfahren

Allmählich dämmert es Chevron, dass die Verlegung des Prozesses nach



Ecuador anders läuft als geplant. Im Sept. 2009 verklagt Chevron den Staat Ecuador noch einmal vor dem Ständigen Schiedsgerichtshof in Den Haag. Chevron bezieht sich dabei auf den Vertrag von 1998 mit Ecuador: Texaco habe gemäß der Vereinbarung von 1995 40 Millionen Dollar für die Säuberung der giftigen Becken ausgegeben und die ecuadorianische Regierung habe die Erfüllung dieser Vereinbarung bestätigt und sogar in einer Vergleichsvereinbarung das Unternehmen schriftlich von weiteren Ansprüchen entbunden.

Aber der Frente hält öffentlich dagegen, dass erstens diese Vereinbarung Chevron nicht von Ansprüchen Dritter befreit und dass zweitens Texaco viel gefuscht und damit den Vertrag von 1995 gar nicht erfüllt hat. Damit hat Chevron nun zwei Klagen gegen den Staat Ecuador laufen; die zweite wird erst im September 2018 entschieden werden. Chevron hat mittlerweile seine Meinung über Ecuadors Justizsystem diametral geändert; der Konzern ahnt, dass das Urteil zum Prozess in Lago Agrio womöglich gar nicht zu seinen Gunsten ausfallen wird und zieht vorsichtshalber schon mal alle Guthaben aus Ecuador ab.

Das Urteil

Am 14.2.11 verurteilt das Oberste Gericht von Lago Agrio den Ölkonzern zu einer Strafe in Höhe von 8 Milliarden Dollar und einer öffentlichen Entschuldigung, um die Schäden, die er im Amazonasgebiet von Ecuador an Mensch und Umwelt angerichtet hat, wiedergutzumachen. Er hat über 600 nichtisolierte Becken mit giftigen Ölrückständen hinterlassen und 64 Millionen Liter Öl und 76 Milliarden Liter Förderwasser ungeklärt in Flüsse und Seen „entsorgt“. Die Strafe wird später auf 9,6 Mrd. \$ fixiert.

Chevron reagiert knallhart: Das Urteil sei illegitim und undurchführbar. Der Leiter seiner Rechtsabteilung erklärt: «Wir werden das ausfechten, bis die Hölle zufriert - und dann werden wir es auf dem Eis ausfechten.» Bereits zwei Wochen vor der Urteilsverkündung ist Chevron in den USA zum Gegenangriff auf den Anwalt des Frente in den USA, Steven Donziger, übergegangen.

Um die weltweiten Folgen des Urteils bis heute und die Unzulänglichkeit des globalen Rechtssystems geht es in einer der nächsten Ausgaben des bp3w. Dabei stellt das Statuieren eines Exempels an

Steven Donziger ein Lehrstück dar, wie große Konzerne jeglichen Widerstand gegen ihre Projekte brechen wollen...

Quellen (eine Auswahl):

- zu den internen Abläufen bei den Klägern:
- * Hg: UDAPT und INREDH: Luis Yanza: UDAPT vs. CHEVRON-TEXACO Las voces de las Víctimas, Oct. 2014,
- * websites: www.udapt.org, www.makechevroncleanup.com (FDA), amazonwatch.org
- * eigene Besuche und Gespräche in Ecuador und interne Korrespondenz mit FDA
- zu den Schiedsgerichten:
- * <https://investmentpolicy.unctad.org/investment-dispute-settlement/cases/242/chevron-and-texpet-v-ecuador-i>
- * www.italaw.com/cases/documents/2234

Quelle est la particularité des manifestations de 2020 au Pérou?



Gustavo Hernandez¹

Bien que les récentes protestations au Pérou aient été déclenchées par la déclaration d'une destitution présidentielle due à «l'incapacité morale» du président de la République de l'époque, Martín Vizcarra, une série d'aspects structurels liés aux valeurs démocratiques peuvent nous éclairer pour comprendre le moment actuel marqué, entre autres, par des mobilisations et des protestations similaires en Amérique latine et les récentes tentatives de «déstabilisation» du président sortant des États-Unis, Donald Trump.

Protagonistes : les jeunes

Commençons par un rapide rappel des moments forts tels qu'ils se sont produits au Pérou en novembre dernier, pour enfin donner une clé d'interprétation générale du déroulement des événements.

Les protestations au Pérou ont commencé le 9 novembre 2020 dans plusieurs villes du pays, avec l'expression publique de l'indignation d'une grande partie de la population face à la destitution du président Vizcarra. Les manifestants sont descendus dans la rue pour rejeter la prise de fonction présidentielle - un acte législatif anticonstitutionnel pour certains - du président du Congrès, Manuel Merino. Les manifestants, parmi eux la dénommée «Génération du Bicentenaire» - une référence au bicentenaire de l'indépendance du pays en juillet 2021 - ont défilé sous les slogans «Merino ne me représente pas», «Merino n'est pas mon président», entre autres. Un an plus tôt, presque jour par jour, des manifestations avaient éclaté en Colombie, au Chili et en Bolivie.

Dans le cas du Pérou, le mouvement a été composé essentiellement par des jeunes, qui exprimaient dans leur protestation le rejet général de «l'establishment» politique. Cette génération était considérée comme apolitique et même «individualiste». Or, elle a joué un rôle principal dans la chute du président Manuel Merino et la demande de changement de la Constitution héritée du régime d'Alberto Fujimori (1990 - 2000). Bien qu'il s'agisse d'un mouvement social très fragmenté, hétérogène et dispersé, il a renversé en moins d'une semaine un gouvernement et a fait reculer une partie de la classe politique qui, par un coup d'État parlementaire, l'avait porté au pouvoir.

Certains analystes considèrent qu'il existe des éléments communs entre ces mobilisations et l'«explosion sociale» qui s'est produite au Chili vers la fin de 2019. Pour d'autres analystes, les événements au Pérou sont assez similaires à ceux qui se sont produits en Argentine, avec les protestations portées par le slogan «Qu'ils partent tous»¹ ("Qué se vayan todos") en 2001. Le fait est que, dans le cas du Pérou, il s'agit

là d'une des plus grandes campagnes de protestation de l'histoire moderne. Des manifestations et des arrestations se sont succédées dans les régions et les villes du pays, faisant 2 morts et 210 personnes blessées. Si la demande de modification de la Constitution héritée de la dictature d'Alberto Fujimori peut apparaître comme le point culminant de la protestation, celle-ci est très hétérogène, avec un agenda assez vaste, des groupes divers et un récit encore diffus.

Quelle est la particularité des manifestations en 2020 ?

Quelle est la particularité de cette manifestation au Pérou du 2020 ? Tout d'abord, il est important de signaler que la protestation sociale est et a été un phénomène récurrent dans l'histoire péruvienne. Selon le bureau du Médiateur, rien qu'entre 2008 et 2018, plus de 11 600 protestations ont été enregistrées dans tout le pays, dont 23 % ont impliqué au moins un acte de violence.

Dans ce cas, comme dans tant d'autres manifestations, la frustration face à l'inefficacité des canaux institutionnels pour traiter les demandes a conduit des dizaines de milliers de Péruviens à demander la dissolution du régime de facto. Auparavant, ce sont trois éléments qui ont agi comme soupape pour échapper à l'explosion de cette désaffection généralisée à l'égard du système politique.

Primo, le taux élevé de travail informel au Pérou (75,2%) qui fonctionne comme un «décompresseur» de protestations, en raison de l'offre quasi inexistante de prestations par l'État (la grande majorité des travailleurs informels arrive à peine à subvenir à leurs besoins). La deuxième soupape d'échappement fut la lutte contre la corruption entamée par l'exécutif lui-même, ce qui a fait que, malgré la désaffection des citoyens

pour les nombreux scandales de corruption, l'attention se soit concentrée davantage sur la classe politique et le gouvernement, et pas nécessairement sur l'État. Enfin, tertio, il y a les appels incessants du gouvernement renversé de Martin Vizcarra à se mettre à l'écoute des demandes «de la rue», contrairement à ce qu'ont préconisé d'autres présidents de la région et en raison, notamment, de l'absence d'un soutien politique propre au Parlement.

Au Pérou, la protestation populaire a traditionnellement fonctionné par l'intermédiaire d'organisations sociales précaires et débutantes, fonctionnelles aux milliers de petites protestations locales. Il existe peu de plateformes régionales, et encore moins de plateformes nationales, qui aient réussi à se structurer de manière prolongée, comme c'est le cas, par exemple, au Chili. L'un des réseaux les plus importants est la Coordination nationale des droits humains, qui a permis, en début de siècle, l'organisation de marches principalement contre le «fujimorisme» et la corruption.

La faiblesse de la société civile et l'inefficacité des canaux institutionnels pour relayer et soutenir les demandes sociales ont été aggravées en 2020 par la crise sanitaire de la COVID-19. Toutes les contradictions inhérentes à la précaire stabilité politique d'antan ont fini par exploser.

Un « miracle » économique et politique tant attendu

La crise sanitaire a été accompagnée d'une crise économique aiguë et d'une aggravation des inégalités sociales. Le Pérou bat des records en matière de taux de mortalité, alors qu'il est annoncé que le PIB va chuter de plus de 12 % en 2020. Au milieu des malheurs nationaux, certains parlementaires s'amusaient à proposer des mesures économiques qui risquaient de creuser davantage la crise. Au lieu d'opter pour un pacte commun pendant la période d'urgence,

de nombreuses autorités ont agi en fonction de leurs propres intérêts, en négociant leur loyauté. Le président Merino n'a eu besoin que des votes de 5 000 personnes pour être élu député, et de 105 voix de ses collègues - dont 68 font l'objet d'une enquête pour différents chefs d'accusation - pour usurper la présidence.

La politique péruvienne, et en particulier la politique du Congrès, était alors devenue une véritable «bombe à retardement». Le premier ingrédient était un système de partis faible et fragmenté qui encourageait les élus à changer d'alliance en fonction de leurs intérêts, plutôt que de suivre des directives idéologiques. La seconde est l'absence de limites strictes sur le financement des campagnes électorales, permettant aux entreprises de financer les candidats et d'acheter de l'influence. Et enfin, l'interdiction de réélection des parlementaires, approuvée par référendum en 2018, qui a eu un impact négatif sur la qualité du travail parlementaire. Ces éléments, associés



à un ensemble de politiques d'État malavisées au cours des décennies, ont ouvert la voie à la crise politique actuelle. Tout cela, malgré le fait qu'à la fin du mandat présidentiel d'Alberto Fujimori (2000), l'environnement national et international était beaucoup plus «pro-démocratique» et que les gouvernements péruviens ont bénéficié de la flambée internationale du prix des matières premières. Le Pérou a connu à cette occasion une croissance économique, poursuivant le modèle économique des années 90, ce qui a donné une certaine stabilité aux dirigeants. On y a embrassé l'idée du «miracle économique» péruvien - de la croissance, mais pas du développement durable - et aussi celle du «miracle politique» - l'expérience d'une démocratie péruvienne sans partis. Mais ce n'était qu'un simple mirage.

Un système « sans partis politiques » ni groupes d'intérêts

Dans son roman « El zorro de arriba y el zorro de abajo », publié à titre posthume en 1971, l'anthropologue péruvien José María Arguedas fait allusion au scénario social comme étant un véritable «bouillonnement» dans lequel coexistent différents acteurs, sans communication entre eux. Ce roman peut être lu comme un compte-rendu des difficultés implicites dans la construction d'un macro «corps politique» qui donne un sens à ses membres. En fait, Arguedas soulève particulièrement les difficultés qu'éprouve l'État-nation (monocultural, monolingue) à articuler une communauté (plurielle) avec un sens. Du fait de cette incapacité, les parties ou éléments sociaux appelés à constituer «l'ordre politique» au Pérou opèrent dans les limites imposées par la mort, l'agression, la méfiance et la violence.

L'allégorie du four ou de la «marmite bouillante» exprime bien la réalité brûlante du Pérou d'aujourd'hui. L'impossibilité de former des «groupes d'intérêt» ou des «partis politiques» est un de ses éléments centraux, car l'espace

nécessaire à un consensus minimum sur les règles du jeu politique n'existe pas ou n'a pas été construit. En d'autres termes, sans moyens efficaces pour articuler leurs intérêts, les «citoyens» ressentent une perte totale de confiance dans la sphère publique, tandis que les formes traditionnelles d'association ont également perdu leur pertinence. Le projet d'un État providence pour les (nouveaux) acteurs est vide de sens.

Une réelle porte pour l'avenir ?

Rien que pour la période 2016-20, le Pérou a connu cinq tentatives de destitution du président, une tentative réussie de dissolution du Congrès et quatre présidents de la République. Pour la première fois depuis deux décennies, un président a été élu sans majorité au Parlement. L'opposition était si écrasante qu'elle a fini par déstabiliser complètement le gouvernement en place, au point de le contraindre à démissionner sur la base de prétendus actes de corruption. Le bouclier parlementaire des gouvernants a alors été brisé et toutes les contradictions de la stabilité précaire ont fini par exploser. L'utilisation abusive des mécanismes extrêmes (vacance de poste, démission du président, dissolution du Congrès et protestation sociale) a prévalu. Ce fut la clé de la rupture de l'ordre démocratique éphémère.

Mais les protestations d'aujourd'hui nous ramènent aussi aux mirages, aux fantômes du passé. Dans une perspective structurelle, elles interpellent cette expérience d'un projet de démocratie péruvienne sans «groupes d'intérêt» et sans partis politiques. Elles nous incitent également à réfléchir sur cette génération dite la «génération du Bicentenaire» qui a porté un récit contribuant à faire émerger une identité ancrée dans les valeurs démocratiques. Enfin, la contestation sociale péruvienne de 2020 nous impose de penser à l'effritement d'un ordre antérieur et à la manière dont la nouvelle communauté doit être

construite, grâce à la communication et à la reconnaissance que les acteurs (et les générations) peuvent acquérir dans une nouvelle coexistence.

1 Anthropologue, docteur en études latino-américaines de l'Université du Texas à Austin. Expert du groupe des Nations unies „Harmonie avec la nature”. Il a travaillé à Bruxelles en tant que coordinateur de l'Association latino-américaine des organisations de promotion du développement (ALOP).

2 La crise politique de 2001 signale les faiblesses structurelles de la représentation publique en Argentine. L'alliance portée au pouvoir en 1999 montre l'aspiration des électeurs aux changements mais son échec marque un degré de plus dans l'affaiblissement de l'État et le discrédit des politiques que résume la formule « Qu'ils partent tous ».

L'agrobusiness et les incendies en période de crise



Action écologique, Equateur

En janvier 2021, plusieurs organisations sud-américaines, réunies par la Fondation pour la défense de la nature et de ses droits¹, ont adressé un communiqué à M David R. Boyd, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement, concernant les incendies dans différentes régions et écosystèmes sud-américains, et leurs relations avec l'agroalimentaire. Les organisations signataires ont montré comment l'expansion de la monoculture de soja, de l'élevage de bétail et de l'industrie crevette se fait au détriment de l'Amazonie et des forêts

tropicales sèches, des zones humides et d'autres écosystèmes naturels, devenant ainsi la principale cause des incendies qui se sont produits en 2020, en pleine pandémie COVID-19.

Parmi les principaux biomes touchés par les incendies, on trouve la forêt amazonienne, les zones humides du Pantanal, du delta du Paraná et de La Segua, le Gran Chaco bolivien, paraguayen et argentin, la forêt sèche de la Chiquitania, le Cerrado brésilien et les collines de Cordoba, entre autres. Les impacts environnementaux générés par le feu provoquent des altérations

importantes du système naturel, telles que la perte de biomasse et de structure végétale, la fragmentation des habitats et la perte d'espèces endémiques à la région, la mort des semences et des micro-organismes, tels que les champignons et les bactéries, qui sont responsables de l'entrée des nutriments dans le sol. En retour, la combustion de la biomasse génère un transfert de chaleur vers le système du sol, modifiant les organismes et les processus liés au régime thermique et hydrologique. Tout cela entraîne des effets à long terme et de grande portée.

Des incendies dont l'origine est claire et les effets dévastateurs

Les grands complexes de soja, de bétail, de bois et d'infrastructures associées (ports, routes, chemins de fer) sont les principaux acteurs de l'expansion de la frontière agricole dans cette région.



Les incendies qui ont débuté dans des fermes du Mato Grosso ont déjà détruit une superficie équivalente à celle de la ville de Rio de Janeiro (Photo : Mayke Toscano/Secom-MT). Source: Reporter Brasil

Les acteurs de la chaîne de la viande - qui comprend les éleveurs de bétail, les sociétés multinationales, l'industrie de la crevette, les institutions financières internationales, les supermarchés et les chaînes de restauration rapide - et les gouvernements locaux et nationaux sont directement ou indirectement responsables de cette destruction².

Les grands incendies qui se sont produits en 2019 - et dans certains endroits avec plus de force en 2020 - ont touché également les droits de diverses communautés locales, notamment les communautés quilombos³ et les colonies issues de la réforme agraire (dans le cas du Brésil), les peuples indigènes et les communautés de pêcheurs artisanaux (dans le cas des zones humides), les communautés paysannes, les communautés indigènes en situation d'isolement volontaire et les habitants ancestraux du Gran Chaco, où l'agrobusiness avance agressivement sur leur territoire traditionnel, en utilisant le feu.

Bien que le feu ait toujours été utilisé par les communautés dans leurs pratiques agricoles, il y a maintenant un changement d'échelle et d'intention, puisqu'il s'agit de transformer des écosystèmes naturels en monocultures, en pâturages pour le bétail industriel ou en projets immobiliers.

Transformation des zones écologiques au Brésil

Au Brésil, l'agro-industrie suit la ligne de feu, pénétrant dans des zones de préservation de l'environnement et des terres indigènes ayant une protection juridique. Les incendies ouvrent la voie à l'industrie pour transformer les réserves écologiques et les zones de cultures de subsistance. Au cours de la dernière décennie, la région occidentale de l'État amazonien du Pará (nord du Brésil) a subi une forte pression de l'agrobusiness, les incendies faisant partie des stratégies de son expansion. Les 10 et 11 août 2019, les

propriétaires terriens ont déclaré le «Jour du feu» : des flammes se sont propagées au Brésil sous la responsabilité de grands agriculteurs, d'hommes d'affaires et d'accapareurs de terres, rompant ainsi la coexistence historique et la gestion de la forêt amazonienne par les communautés traditionnelles.

Or, les incendies ont continué : en 2020, c'est le Pantanal du Mato Grosso qui a été le plus touché cette année-là. 1,7 million d'hectares ont été ravagés. Cinq grands fermes d'élevage de bétail ont été responsables de l'incendie de 117 783 hectares. Deux de ces fermes vendent leurs animaux à de grands complexes agro-industriels qui, en 2009, avaient signé un accord pour ne pas acheter de bétail provenant de zones déboisées⁴. La terre indigène Xingu, qui abrite 16 groupes ethniques différents, est le territoire autochtone qui a le plus souffert des incendies de 2020 au Brésil, avec 102 918 hectares dévastés⁵.

Le Cerrado est le nouveau front de l'expansion des monocultures de soja au Brésil, et il a également été touché par les incendies forestier. Cette zone a une importance significative pour la planète, principalement parce que c'est la savane qui possède la plus grande biodiversité au monde, puisqu'elle abrite 5% de toutes les espèces de la planète, y compris les animaux et les plantes.

Des peuples autochtones au bord de la disparition et de la déforestation accélérée dans le Gran Chaco

Le Gran Chaco, la deuxième plus grande zone forestière d'Amérique du Sud, a connu une forte accélération de la déforestation, sous l'effet des monocultures de soja et d'un secteur de l'élevage en plein essor qui recherche continuellement de nouvelles terres pour la création de pâturages, ce qui produit

un phénomène de «savanisation» qui a contribué fortement à la génération d'incendies saisonniers d'origine humaine ces dernières années.

Cette vaste région se caractérise par une biodiversité extrêmement importante et elle est habitée depuis des millénaires par différents peuples autochtones, qui ont subi l'impact de ce double phénomène de déforestation et d'incendies. Un cas particulièrement dramatique est celui du peuple Ayoreo, qui a historiquement vécu dans un isolement volontaire en tant que chasseurs-cueilleurs dans la région⁶. Les graves incendies de 2019 dans le Chaco paraguayen ont forcé au moins un groupe Ayoreo à migrer vers une autre région, augmentant considérablement la possibilité de rencontres non désirées avec d'autres groupes de population⁷. Au cours de la dernière semaine de septembre 2020, 276 incendies ont été recensés sur le territoire ancestral des Ayoreo, dont 91 provenaient du ranch de bétail «Yaguareté Pora». D'autres incendies se sont aussi produits dans des coopératives mennonites⁸.

L'expansion de la frontière agricole détruit les écosystèmes en Bolivie

En 2020, les incendies de forêt en Bolivie ont atteint des chiffres historiques. Comme en 2019, la Chiquitanía et le Chaco bolivien ont été les écosystèmes les plus touchés par les incendies, s'ajoutant aux savanes tropicales de la région de Beni. Par la plupart, il s'agit des zones boisées, et 30 % d'entre elles (1,6 million d'hectares) ont été brûlées pour la première fois⁹.

Dans les basses terres de Bolivie, où les incendies font rage, l'élevage et la production agro-industrielle de soja¹⁰ sont encouragés depuis des décennies. Actuellement, 2/3 des cultures boliviennes sont consacrées uniquement à la production de soja pour l'exportation¹¹, ce qui a de fortes

implications pour la compréhension de la vie et du développement rural dans le pays. Parmi les endroits les plus touchés par les incendies de 2019, il y a deux points stratégiques pour l'exportation de soja : les zones identifiées comme «Elevage intensif Chiquitania - Pantanal » et le complexe « Plantations commerciales»¹².

Les incendies en Bolivie ont touché 26 territoires indigènes d'origine (TIOC) avec 789 726 hectares brûlés ; les peuples les plus touchés étant les Chiquitanos, Ayoreos, Guarayos, Cayubaba, Baures, Sirionó et Araona. Vingt-cinq pour cent des incendies ont touché le parc national Noel Kempff Mercado, la réserve municipale de Copaibo¹³, le sanctuaire d'Ambue Ari et les réserves de Kaa Iya, San Matías, Madidi, Aguaragüe ou Iñaño, et Kaa Iya dans le Gran Chaco¹⁴.

Brûler la campagne argentine pour changer l'affectation des terres

En Argentine, le Service national de gestion des incendies a signalé qu'entre le 1er janvier et le 12 novembre 2020, quelque 898 755 hectares¹⁵ ont été brûlés. Les trois régions les plus touchées ont été Cordoue (avec plus de 315 944 hectares brûlés), Entre Ríos (286 326 hectares) et Chaco (plus de 85 000 hectares). Quatre-vingt-quinze pour cent des incendies de forêt ont été causés par l'homme, et l'une des premières causes est l'utilisation du feu pour préparer des zones pour le bétail. Dans la partie orientale du Chaco argentin, les éleveurs de bétail brûlent pour renouveler leurs pâturages. Dans la zone occidentale, les

feux sont utilisés pour incorporer des terres à l'agriculture¹⁶. Dans les villes, les développements immobiliers brûlent dans les zones où la construction n'est pas autorisée.

Les réserves naturelles telles que El Loro Hablador, le parc provincial Fuerte Esperanza et le parc national El Impenetrable sont très menacées, car la frontière agricole y avance. Or, ce territoire est occupé par les communautés indigènes Qom et Wichí.

La plupart des champs brûlés dispose de l'autorisation de l'État pour un changement d'affectation, ce qui signifie passer de l'activité forestière à l'activité dite sylvopastorale : la gestion de la forêt avec l'incorporation de l'élevage.

Pour sa part, les incendies survenus dans les Sierras de Córdoba, -



Dans le Pantanal du Mato Grosso, des incendies ont eu lieu dans cinq fermes, dont deux consacrées à l'élevage du bétail (Photo : Christiano Antonucci/Secom-MT). Source: Reporter Brasil

territoire ancestral des communautés transhumantes de Comechingona, qui ont été expulsées aux XVIe et XVIIe siècles - sont liés à l'avancée de la propriété immobilière. Leurs terres ont été transformées en ranchs ruraux, produisant au passage de forts changements culturels, accompagnés par le défrichage et la modification du paysage de montagne, en plus du brûlage de la forêt naturelle¹⁷. Des organisations telles que le Coordonnement environnementale de la forêt naturelle ont dénoncé le développement immobilier sur les zones protégées du territoire de montagne. Cependant, en octobre 2020, les incendies ont détruit plus de 2 000 km² de bois, alimentés par la sécheresse historique attribuée au changement climatique¹⁸.

Déforestation et incendies dans d'importantes zones humides en Argentine et en Équateur

À Entre Ríos, dans la région du delta du fleuve Paraná, 17 500 km² ont été brûlés, affectant des zones composées de grandes prairies, de lagunes, de cours d'eau internes et de zones boisées. Le territoire brûlé comprend des zones protégées (réserves, sites RAMSAR¹⁹ et parcs nationaux). Le delta du Paraná est le deuxième plus important delta d'Amérique du Sud et remplit des fonctions diverses et fondamentales, telles que le contrôle des inondations, la rétention des sédiments et des nutriments, la stabilisation des côtes, la protection contre l'érosion et la régulation du climat²⁰. Les populations locales sont des chasseurs, des pêcheurs, des commerçants, des éleveurs et des apiculteurs, et ce sont eux qui souffrent en première ligne des incendies et des inondations provoqués par la déforestation. L'utilisation de la région du Delta comme zone d'élevage a représenté en outre, une surcharge d'animaux, altérant ainsi l'équilibre des écosystèmes locaux.

En Équateur, dans la zone humide de La Segua, qui est un site RAMSAR, deux incendies se sont produits en 2020, tous deux liés à l'expansion de l'industrie crevette. Bien qu'il s'agisse d'une petite zone humide, par rapport aux cas analysés ci-dessus, son importance réside dans le fait qu'elle est située dans une zone déficitaire en eau, de sorte que la destruction de cette masse d'eau a de fortes répercussions négatives tant sur la vie des personnes que sur la flore et la faune associées à la zone humide.

Les élevages de crevettes ont grandement affecté la zone humide, puisqu'ils ont fermé le cours d'eau pour desservir les 820 hectares occupés par les bassins, empêchant l'eau des rivières Chone et Carrizal d'alimenter l'écosystème, et pourraient être responsables des récents incendies survenus dans le cadre de l'expansion de l'industrie, car la rivière s'assèche. Ces dernières années, l'industrie équatorienne de la crevette a pénétré dans les terres agricoles et les zones humides naturelles comme La Segua, après avoir dévasté les mangroves.

Il y a beaucoup de responsabilités et beaucoup de victimes de ces incendies. Une façon de soutenir ceux qui sont confrontés à ce problème du côté des consommateurs est de cesser de consommer les produits qui, à un certain stade de leur processus de production, comprennent des processus de transformation et de combustion des écosystèmes naturels.

Sources:

1 Acción Ecológica, FIDES de Ecuador, FASE, Rede Irerê de Proteção à Ciência, Associação Brasileira de Agroecologia y Movimento Ciência Cidadana de Brasil, Instituto de Tecnología Socioambiental et Instituto de Salud Socio Ambiental de Argentina, BASE-IS de Paraguay et UCCSNAL.

2 À ce sujet, voir l'étude de Global Witness. 15 décembre 2020. Carne Bovina, bancos e a Amazônia Brasileira <https://www.globalwitness.org/pt/beef-banks-and-brazilian-amazon-pt/>

3 Un quilombo, également appelé palenque, désigne au Brésil une communauté formée par des esclaves en fuite dans les régions reculées à l'intérieur des terres.

4 Camargos D. et Campos A. (2020). Le feu dans le mato du Pantanal a commencé dans les ranchs de bétail qui approvisionnent les géants de l'agro-business. Reporter Brasil. 22 septembre 2020. <https://reporterbrasil.org.br/2020/09/fogo-no-pantanal-mato-grossense-comesco-em-fazendas-de-pecuaristas-que-fornecem-para-gigantes-do-agronegocio/>

5 <https://amazoniareal.com.br/amazonia-em-chamas-20-xingu-e-o-territorio-indigena-com-mais-focos-de-queimadas-no-brasil-18-09-2020/>

6 Les Ayoreo seraient l'un des derniers peuples indigènes sans contact de la planète.

7 <https://es.euronews.com/2019/09/5/los-incendios-desplazan-a-la-ultima-comunidad-indigena-en-aislamiento-de-paraguay>.

8 D'après la plateforme Global Forest Watch.

9 Ministère de l'environnement et le développement durable (2020). Gestion du feu. Rapport sur les incendies. Source: https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/12-nov-reporte_incendios_.pdf

10 Peralta-Rivero, C. (2020). Impacts et tendances du modèle agro-industriel dans les basses terres boliviennes. Magazine Mundos Rurales. N°15. Centro de Investigación y Promoción del Campesinado - CIPCA. La Paz, Bolivie.

11 Colque (2019). Modèle agro-industriel, agenda des entrepreneurs privés. Forum national de développement rural de Bolivie. CIPCA. Août 2019. La Paz, Bolivie.

12 Vos, V. A., Gallegos, S. C., Czaplicki-Cabezas, S., et Peralta-Rivero, C. (2020). Biodiversité en Bolivie : Impacts et implications du pari pour l'agro-business. Magazine Mundos Rurales. N°15. CIPCA. La Paz, Bolivie.

13 MAAP (2020). Travaux cités.

14 *ibid*

15 Ministère de l'environnement et du développement durable (2020). Gestion du feu. Rapport sur les incendies. Consulté sur https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/12-nov-reporte_incendios_.pdf

16 Processus appelé de «sojisation».

17 Coordonnement pour la défense de la forêt naturelle (2020). « On se plante : plainte pénale contre les incendies ». <https://www.facebook.com/notes/1237636789932627/>

18 Smink V. (2020 «10 fois la taille de la ville de Buenos Aires» : les incendies massifs dans la province de Córdoba qui ont provoqué un «écocide» en Argentine. BBC World. 8 octobre 2020.

19 La Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, est connue sous sa forme abrégée sous le nom de Convention de Ramsar. Son principal objectif est «la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, comme contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier».

20 Plan stratégique intégré pour la conservation et l'utilisation durable du delta du Paraná» (PIECAS-DP) (2008).

